



TABLE DES MATIERES

- 1 Message du Commissaire Poul Nielson
- 2 Message de Costanza Adinolfi, Directeur d'ECHO
- 3 Evénements clés de l'année 2002

DOSSIER SPECIAL

- 6 Les nouveaux enjeux de l'action humanitaire européenne
- 9 Départ d'ECHO des Balkans occidentaux

ACTIVITES D'ECHO

- 10 En bref
- 13 ECHO dans le monde
- 21 Faits et chiffres

TEMOIGNAGES

- 24 Les réfugiés du Sahara occidental Qualifiée et bénévole
- 26 Equateur " Brusquement, le ciel est devenu noir "
- 27 Tadjikistan Conduire le ruisseau au village
- 28 Afrique australe Sécheresse et maladie: une combinaison fatale

ZONES EN CRISE

- 30 Burundi
- 31 Territoires Palestiniens
- 31 Afghanistan



OFFICE DES PUBLICATIONS
DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
L-2985 LUXEMBOURG



KR-AA-03-001-FR-C

FACE À DE NOUVEAUX BESOINS **eCHO 2002**

ISBN 148131429



Les principes humanitaires doivent être respectés



François Goemans, ECHO

POUL NIELSON VISITE UN HÔPITAL EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. ECHO A FOURNI UNE AIDE HUMANITAIRE DE PLUS DE 38 MILLIONS € À LA RDC EN 2002.

L'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), qui est l'un des plus importants donateurs en matière d'aide humanitaire dans le monde, a continué de jouer un rôle vital au cours de l'année 2002 en soulageant la souffrance de millions de personnes vulnérables vivant dans des situations désespérées. Il a malheureusement été nécessaire de répondre à de nouveaux besoins dans des régions qui ne s'étaient pas trouvées précédemment dans des situations de crises humanitaires. Ce fut le cas de l'Afrique australe où la sécheresse, combinée aux effets dévastateurs du SIDA et à des politiques alimentaires inadaptées, a fait apparaître le risque d'une famine étendue. Le Malawi, le Zimbabwe et la Zambie ont été particulièrement touchés. ECHO, reconnaissant la nécessité d'agir rapidement pour empêcher qu'une situation déjà difficile ne se transforme en catastrophe majeure, a mobilisé une assistance humanitaire importante, traduisant un effort plus large de la Commission qui comprend, entre autres, l'aide alimentaire de base. ECHO a également augmenté son assistance à l'Ethiopie en réponse à de graves pénuries alimentaires consécutives à la sécheresse, et a aidé les victimes du conflit en Côte d'Ivoire.

En Angola, ce ne furent pas de nouveaux besoins mais ceux déjà existants qui ont été mis en lumière suite aux accords de paix. Là encore, la Commission a réagi rapidement dès que la situation de détresse des populations vivant dans les zones du pays auparavant inaccessibles vint à être connue.

Ailleurs, les souffrances causées par les conflits intérieurs sont restées désespérément élevées. Dans des endroits du globe aussi divers que la Colombie, le Soudan, la région des Grands Lacs en Afrique, les territoires palestiniens et la Tchétchénie, la poursuite de la violence s'est traduite pour beaucoup par une misère continue, que ECHO a contribué à soulager. Les chiffres globaux du nombre de réfugiés et de populations déplacées illustrent l'étendue du problème. En 2002, le nombre de réfugiés dans le

monde était estimé à 12 millions tandis que 25 millions de personnes se trouvaient déplacées à l'intérieur même de leur pays. Dans certains endroits, des générations entières de populations déracinées n'ont connu que la guerre et l'exil. Nous avons le devoir de les aider à survivre mais la communauté internationale doit aussi s'atteler à trouver des solutions durables à long terme. Par ailleurs, l'année 2002 a connu des évolutions positives, ce qui permet de penser que même les crises apparemment inextricables peuvent être résolues. J'ai déjà mentionné l'Angola. Au Sri Lanka, le processus de paix a aussi révélé des besoins majeurs d'après crise, mais heureusement, dans un contexte qui laisse entrevoir la lumière au bout du tunnel. En Afghanistan, où ECHO était encore fortement engagé, le retour au pays de très nombreuses personnes fut un signe positif, bien qu'un effort international durable, en particulier dans la reconstruction à plus long terme, soit nécessaire avant de pouvoir dire que la crise est terminée. Dans les Balkans, l'effort de consolidation d'après crise s'est poursuivi, permettant à ECHO de progresser dans le retrait graduel de ses opérations en faveur d'instruments de développement à plus long terme mis en place par l'Union européenne et par d'autres donateurs. En 2002, ECHO a encore accordé une attention particulière aux "crises oubliées" en soutenant de manière significative les populations dont les souffrances font rarement la une des journaux, telles que les réfugiés du Sahara Occidental, de Myanmar et du Bhoutan, et les victimes de conflits au Népal, en Somalie et au nord de l'Ouganda.

Alors que l'année touchait à sa fin, et que des premiers signaux inquiétants ont commencé à apparaître, ECHO s'est préparé à la possibilité d'une nouvelle crise majeure en Irak. Comme toujours, la Commission est prête à réagir de façon rapide et généreuse, en accord avec le principe humanitaire essentiel qui consiste à assister ceux qui souffrent, sans considération de leur appartenance ethnique, religieuse ou politique. Il est utile de rappeler que les principes humanitaires sont intégrés dans les traités internationaux, et que les belligérants sont tenus de les respecter. Récemment, certains développements inquiétants ont nui à l'efficacité du travail de secours. Cela va de l'interdiction faite aux travailleurs humanitaires d'intervenir auprès des victimes à l'absence d'une séparation claire entre combattants et civils pris dans les combats. Le danger vient lorsque les factions internes ne respectent pas les règles. Il est encore plus inquiétant lorsque les pays démocratiques, signataires des traités, en ignorent les clauses et rendent dangereux, en particulier, le travail des organisations mandatées par la communauté internationale afin de poursuivre des objectifs communs tels que la protection des victimes. Je suis également fortement préoccupé par la frontière de plus en plus floue qui existe entre les opérations militaires et humanitaires. Les militaires peuvent recevoir un jour l'ordre de combattre et le lendemain d'apporter une aide. Cette approche peut occasionnellement se justifier comme étant celle qui permet d'intervenir au plus vite auprès des personnes en détresse, mais elle doit être appliquée avec beaucoup de parcimonie. Elle ne devrait pas être un élément central de la stratégie des nations engagées à la fois comme acteurs de la guerre et pourvoyeurs d'aide humanitaire dans la même crise. Lorsque les opérations militaires et humanitaires sont confondues, l'impartialité de ces dernières est compromise, mettant en danger la vie des travailleurs humanitaires non-combattants et des populations qu'ils s'efforcent d'aider. Il est essentiel de laisser un espace où les organisations humanitaires peuvent poursuivre leur travail. Un travail déjà suffisamment risqué.

Poul Nielson

Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire
Mars 2003

Aide humanitaire: un défi toujours plus grand

En 2002, ECHO, l'Office d'aide humanitaire de l'Union européenne, est resté l'un des principaux acteurs humanitaires au niveau mondial. Des interventions menées dans plus de 60 pays ont permis de venir en aide à quelque 40 à 50 millions de personnes dans le besoin, en mobilisant un budget total de 538 millions d'euros. Si l'on y ajoute l'aide fournie séparément par les États membres, il apparaît clairement que l'Union européenne représente la plus importante source d'aide humanitaires au monde. L'aide apportée aux victimes de crises humanitaires ne relève pas uniquement de la solidarité financière; la qualité et l'efficacité de l'assistance fournie sont tout aussi importantes. Tout au long de l'année, ECHO s'est efforcé de maintenir les standards professionnels les plus élevés pour l'ensemble de ses activités ainsi que pour celles de ses partenaires opérationnels. Nous avons entretenu un dialogue permanent avec ces derniers car il s'agit d'un moyen essentiel d'évaluer la mise en œuvre des programmes et d'en assurer le suivi.

L'émergence de besoins nouveaux, dans de nombreuses régions du monde, est très préoccupante. Il est vrai que dans certains pays, cette situation est due à une évolution positive. Par exemple, en Angola et au Sri Lanka, grâce à des accords historiques de cessez-le-feu, les organisations humanitaires ont été en mesure d'aider des populations vulnérables que l'on ne pouvait atteindre auparavant. L'ouverture de zones autrefois inaccessibles est un grand défi à relever pour les travailleurs humanitaires et les donateurs, en particulier dans un pays criblé de mines antipersonnel comme l'Angola, mais elle permet aux bénéficiaires de recevoir enfin une aide qui n'a que trop tardé. Dans d'autres régions déjà confrontées à des crises, comme le Moyen Orient et le Caucase du Nord, ECHO a répondu aux besoins croissants résultant d'une détérioration de la situation humanitaire. L'année 2002 a également été caractérisée par de nouveaux troubles dans des zones où l'aide humanitaire n'avait pas encore été requise. L'Afrique australe, où ECHO a commencé à financer d'importantes opérations, en constitue l'exemple le plus marquant.

ECHO a continué à suivre de près les "crises oubliées", négligées par les autres donateurs et les médias internationaux, comme la situation critique des réfugiés sahraouis en Algérie et des réfugiés birmans en Thaïlande. Dans le cadre des efforts menés pour assurer une distribution impartiale de l'aide en fonction des besoins, nous avons encore affiné notre méthodologie en matière de définition et de détermination des crises oubliées. Chaque année, l'Office d'aide humanitaire élabore une stratégie d'aide qui l'oriente dans l'accomplissement de sa mission, qui consiste à



Yves Horent, ECHO

MADAME COSTANZA ADINOLFI À L'ÉCOUTE, LORS DE LA VISITE D'UN CAMP DE PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DU BURUNDI.

préservier des vies et à réduire ou prévenir la souffrance des victimes de crises en dehors de l'Union européenne. La priorité absolue est de garantir que l'aide essentielle parvienne aux personnes qui en ont le plus besoin, indépendamment de leur race, de leur religion ou de leurs convictions politiques. Cette approche, qui repose sur les besoins constatés, a également étayé les efforts d'ECHO pour aider ceux qui se trouvent les plus démunis face à des situations de crise. C'est pourquoi les groupes vulnérables ont fait l'objet d'une attention particulière. Plus de onze millions d'enfants ont reçu une aide essentielle à leur survie, notamment sous forme de vaccins, de programmes de nutrition et d'apport d'une alimentation thérapeutique et complémentaire. Parmi les autres groupes bénéficiant d'une aide spécifique figuraient les femmes, les personnes handicapées et les personnes âgées. Nous sommes fortement préoccupés par l'accroissement des dangers qui menacent les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils tentent d'aider. En 2002, ECHO a concentré ses efforts pour atteindre les normes de sécurité les plus strictes pour les bénéficiaires, le personnel et les partenaires, confrontés à des situations souvent intrinsèquement dangereuses. Cela restera une de nos priorités absolues à l'avenir. Je souhaiterais enfin insister sur la notion de partenariat, fondamentale pour les réalisations d'ECHO. Les relations que nous entretenons avec nos partenaires opérationnels, qu'il s'agisse des ONG, des agences des Nations unies ou des organisations de la "famille" de la Croix-rouge, ont constamment évolué grâce à un dialogue stratégique lancé en 2001, et poursuivi en 2002, dans le cadre de réunions régulières. Les participants ont traité, à ces occasions, des défis de grande envergure que doivent relever les acteurs humanitaires, en cherchant plus particulièrement à déterminer les moyens d'améliorer la qualité de notre aide. Dans un même ordre d'idée, nous avons entrepris de réviser fondamentalement l'accord-cadre de partenariat qui régit nos relations avec la plupart de nos partenaires. Un des objectifs essentiels de ce travail est de renforcer l'impact de l'aide en s'attachant davantage à l'obtention de résultats concrets et mesurables. Notre recherche de qualité est renforcée par le partenariat avec les organisations qui apportent l'aide sur le terrain. L'amélioration de la coordination et l'échange de meilleures pratiques, notamment par la mise en commun d'informations sur des projets novateurs, nous permettent de réagir toujours plus efficacement à la situation dramatique des populations les plus vulnérables au monde, au nom de la solidarité européenne.

2002

Janvier

ÉRUPTION VOLCANIQUE DANS LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le 17 janvier, plus de 100 000 personnes doivent abandonner leur maison lors de l'éruption du volcan Nyiragongo, près de Goma, à l'est de la République démocratique du Congo.

FIN DE LA GUERRE EN SIERRA LEONE

En respectant la date limite du mois de janvier, 45 000 belligérants rendent leurs armes, au moment prévu dans le processus de désarmement, mettant ainsi fin à la longue guerre civile en Sierra Leone.

Février

CESSEZ-LE-FEU AU SRI LANKA

Un cessez-le-feu est signé après dix-neuf ans de combat entre les séparatistes tamouls et les forces gouvernementales. Quelque 100 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays peuvent rentrer chez elles.

INONDATIONS EN ÉQUATEUR

Les inondations qui se sont prolongées jusqu'en avril détruisent plus de 7 000 maisons. La destruction des récoltes fait craindre une pénurie alimentaire.

DÉCÈS DE JONAS SAVIMBI

En Angola, Jonas Savimbi, chef du mouvement de l'UNITA, est tué par les troupes gouvernementales.

INTERRUPTION DES NÉGOCIATIONS DE PAIX EN COLOMBIE

Les négociations de paix entre le gouvernement du président Pastrana et les forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) sont interrompues après l'enlèvement d'un sénateur colombien.

Mars

INONDATIONS EN INDONÉSIE

Plus de 10 000 maisons sont envahies par les eaux dans les faubourgs de l'est et du nord de Jakarta. Pendant plus d'une semaine, des pluies torrentielles forcent les gens à évacuer leurs maisons. Après ces inondations, 75% des eaux de la ville sont contaminées.

L'ARMÉE ISRAËLIENNE ENTRE EN CISJORDANIE

En réponse à une série d'attaques suicide à la bombe, les forces armées israéliennes réoccupent les grandes villes de Cisjordanie. Parmi leurs objectifs : le siège de l'autorité palestinienne à Ramallah et les camps de réfugiés de Jenin.

L'AFGHANISTAN TOUCHÉ PAR UN TREMBLEMENT DE TERRE

La province afghane de Baghlan, au nord du pays, est touchée par un tremblement de terre d'une amplitude de cinq à six sur l'échelle de Richter. Quelque 800 personnes sont tuées et 20 000 familles restent sans abri. Autour de Nahrin, la capitale de la province, 90% des logements sont endommagés.

Avril

ACCORD DE PAIX EN ANGOLA

Après le décès de Jonas Savimbi en février, et plus de 30 ans de guerre, un cessez-le-feu est signé entre les forces gouvernementales et l'UNITA. Le règlement pacifique permet aux agences internationales d'accéder à de grandes zones à l'intérieur du pays, qui étaient auparavant coupées du monde extérieur. D'énormes besoins humanitaires sont constatés.

LES HABITANTS DE GOMA EN FUITE FRANCHISSENT UN FLOT DE LAVE QUI A ENVAHI LEUR VILLE APRÈS L'ÉRUPTION DU VOLCAN NYIRAGONO.

François Goemans, ECHO



2002

ACCORD POUR UN PARTAGE DU POUVOIR EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Suite aux négociations de paix organisées en Afrique du Sud, le gouvernement de Kinshasa signe un accord de partage du pouvoir avec les rebelles soutenus par l'Ouganda.

Mai

INDÉPENDANCE DU TIMOR ORIENTAL

Le Timor oriental devient indépendant de l'Indonésie, après 33 mois de régime transitoire géré par les Nations unies. Une grande partie des 250 000 personnes déplacées reviennent chez elles, dans un nouveau pays.

INONDATIONS EN HAÏTI

Les inondations provoquées par les pluies torrentielles touchent des milliers de familles et endommagent les cultures et les systèmes d'approvisionnement en eau.

NOUVELLES OPÉRATIONS ISRAËLIENNES EN CISJORDANIE

Les troupes israéliennes réoccupent des villes de Cisjordanie et des camps de réfugiés, notamment ceux de Qualqilya, Jenin et Naplouse. Un couvre-feu est appliqué dans les grands centres urbains.

NOUVEAU GOUVERNEMENT EN AFGHANISTAN

Le Loya Jirga élit une administration provisoire pour l'Afghanistan sous la présidence de Hamid Karzai ; nouvelle étape vers la normalisation du pays.

Juillet

ACCORD DE PAIX RWANDA-RDC

Les présidents de la République démocratique du Congo (RDC) et du Rwanda concluent un accord de paix en vertu duquel le Rwanda accepte de retirer ses troupes de la RDC.

4



ECHO

CLÔTURE DE SÉCURITÉ MISE EN PLACE PAR ISRAËL EN CISJORDANIE. LA SITUATION HUMANITAIRE DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS EST AGGRAVÉE PAR LA VIOLENCE CONTINUE.

Juin

TREMBLEMENT DE TERRE EN IRAN

On dénombre 237 personnes tuées, 1 300 blessés et 25 000 sans-abri après un séisme d'une amplitude de 6,3 sur l'échelle de Richter dans le nord-ouest de l'Iran.

INONDATIONS EN CHINE

Les pluies violentes qui se sont abattues sur le centre et l'ouest de la Chine provoquent des inondations et d'énormes glissements de terrain. Des centaines de milliers de personnes sont sans abri et d'importantes surfaces de cultures sont détruites.

INVASION DE CRIQUETS PÉLERINS À MADAGASCAR

Madagascar est envahi par une énorme nuée de criquets pèlerins qui détruisent des milliers d'hectares de cultures.

Août

VISITE DE L'ENVOYÉE SPÉCIALE DES NATIONS UNIES DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS

Catherine Bertini, l'envoyée humanitaire personnelle du Secrétaire général des NU, visite le Moyen-Orient pour rendre compte de la situation humanitaire et des conditions de vie de la population palestinienne et proposer des moyens de les améliorer.

Septembre

LE TIMOR ORIENTAL, MEMBRE DES NATIONS UNIES

Après son indépendance en mai, le Timor oriental devient le 191ème membre des Nations unies.

CUBA DÉVASTÉ PAR DEUX OURAGANS

Les ouragans Isidore et Lili dévastent Cuba, causant d'énormes dégâts et laissant des milliers de sans-abri.

NOUVEAU DÉPART DE TROUPES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

L'Ouganda et le Rwanda retirent la plupart de leurs troupes de la RDC. Les pourparlers soutenus par les Nations unies entre le gouvernement de Kinshasa et les deux principaux groupes rebelles se poursuivent en Afrique du Sud.

RÉBELLION EN CÔTE D'IVOIRE

La mutinerie d'une partie de l'armée ivoirienne se transforme en une rébellion qui gagne plusieurs parties du pays. Les forces rebelles s'emparent d'un certain nombre de villes du nord.

CRISE ALIMENTAIRE CROISSANTE EN AFRIQUE AUSTRALE

James Morris, directeur du Programme alimentaire mondial, tire la sonnette d'alarme en indiquant que l'Afrique australe entre dans une crise alimentaire croissante due à la combinaison de la sécheresse, de la pandémie de VIH/SIDA et de la situation politique. Les Nations unies estiment que le nombre de personnes en danger est passé de 1,6 millions à 14,4 millions.

Octobre

PRISE D'OTAGES AU THÉÂTRE DE MOSCOU

129 otages meurent après l'assaut des forces spéciales russes dans un théâtre occupé par des combattants tchétchènes réclamant l'indépendance.

CORÉE DU NORD ET ARMES NUCLÉAIRES

Les autorités nord-coréennes reconnaissent à plusieurs reprises devant des responsables américains que le pays possède de l'uranium à usage militaire. Cette nouvelle incite un certain nombre de bailleurs

de fonds à mettre un terme à leurs opérations humanitaires en Corée du Nord.

Novembre

DÉBUT DE FAMINE EN ÉTHIOPIE

Le président éthiopien, Meles Zenawi, déclare que l'Éthiopie doit faire face à une sécheresse et à une famine plus importantes qu'en 1984-85. 14 millions de personnes sont en danger.

ÉRUPTION EN ÉQUATEUR

Le volcan Reventador en Équateur entre en éruption. Une personne est tuée et 16 autres au moins sont blessées. La région environnante est recouverte d'une épaisse couche de cendres qui pollue l'eau et écrase les toitures.

Décembre

ACCORD DE PAIX EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Le gouvernement du président Joseph Kabila conclut un accord de paix à Pretoria avec les deux principaux groupes rebelles de la RDC faisant naître l'espoir de la fin d'une guerre civile qui aura duré quatre ans.

LES AFGHANS RENTRENT À LA MAISON

Le UNHCR annonce que 1,8 millions de réfugiés afghans ont retrouvé leur pays en 2002, deux fois plus que prévu au début de l'année. 450 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays retrouvent également leur foyer.

EXPLOSIONS DE DEUX VOITURES-BOMBE À GROZNI

Deux conducteurs suicide lancent leurs voitures piégées sur le siège du gouvernement tchétchène filo-russe à Grozni. 83 personnes sont tuées dans les explosions.

CAMP DE PDI PRÈS DE KANDAHAR AU SUD DE L'AFGHANISTAN. LE HCR ANNONCE QUE 1,8 MILLIONS DE RÉFUGIÉS AFGHANS SONT REVENUS DANS LEUR PAYS EN 2002.

Yvan Hildebrand, ECHO



Les nouveaux enjeux de l'action humanitaire européenne

par Marie-Arlette Carlotti
Membre du Parlement européen*

Le XXème siècle aura été celui de l'humanitaire

Le premier Prix Nobel de l'Histoire revint à Henry Dunant. Devant les horreurs du champ de bataille, il s'engagea dans un périple qui conduisit à la création du Droit International Humanitaire moderne et du Comité International de la Croix Rouge (CICR). Le dernier prix Nobel du XXème siècle est allé aux "Médecins Sans Frontières". Contre le droit des Etats et pour le droit des victimes, contre le silence et pour le témoignage, ils incarnent une nouvelle forme de révolte citoyenne contre l'inacceptable. Entre-temps, l'idée et l'action humanitaire ont considérablement évolué, même si le fondement demeure inchangé: un impérieux engagement pour sauver, atténuer les souffrances et restaurer la dignité des victimes des crises. Des "opérations de protection des corps" disait Albert Camus. Tant sur le plan des concepts que de l'action opérationnelle, l'humanitaire doit aujourd'hui s'adapter à une réalité de plus en plus délicate à appréhender et répondre à plusieurs défis:

Un défi juridique: dans quel cadre de principes, de droit et de mandat l'action humanitaire s'inscrit-elle?

Un défi politique: quel est le rôle de l'Etat et de la politique face aux crises à venir, en cours ou en voie de résolution?

Un défi opérationnel: comment assurer la sécurité des équipes lorsque la protection des populations civiles est compromise et que l'accès à ceux qui souffrent est régulièrement refusé?

Un défi éthique: comment assumer cette double responsabilité, vis-à-vis des victimes et vis-à-vis des femmes et hommes qui soit directement soit indirectement par leurs impôts participent à l'action humanitaire?

Un défi intellectuel: comment appréhender de façon globale prévention, prévision, réaction rapide et relations entre urgence et développement? ECHO n'est pas à l'écart de ces mutations. Pour répondre à ces défis multiformes, ECHO a adopté et mis en œuvre ces dernières années de nouvelles procédures et méthodes d'action afin d'accroître l'efficacité de ses opérations.

Avec ECHO, l'action humanitaire occupe une place centrale dans l'action extérieure de l'Union européenne. Celle-ci est le premier acteur de la planète en ce domaine.

Concrètement, ce sont 18 millions de personnes qui sont secourues chaque année grâce à une aide de ECHO, dans plus de 60 pays, à travers plus de 200 partenaires (ONG, CICR, agences spécialisées des Nations Unies, en particulier HCR et PAM). Ce sont plus de 500 millions € que ECHO consacre chaque année au financement de projets humanitaires. Depuis la création de ECHO, le Parlement européen a apporté un soutien politique très ferme à l'action humanitaire de l'Union européenne. En adoptant le 12 décembre dernier à Strasbourg mon rapport, il a confirmé cette position.

Ce rapport plaide pour une solidarité renforcée de l'Union européenne envers les victimes de crises humanitaires et formule plusieurs propositions d'actions opérationnelles en ce sens. Ponctuelles et incomplètes, ces recommandations n'ont d'autre ambition que d'accompagner ECHO dans sa démarche pour répondre à de nouveaux besoins dans un nouveau contexte.

Nouveaux besoins, nouveaux moyens?

Les crises ont changé de nature: elles sont toujours complexes, souvent "durables", parfois "oubliées". En état d'euphorie à la fin de la guerre froide, la communauté mondiale a gravement sous-estimé les forces qui se sont déchaînées une fois apaisées les rivalités Est-Ouest. Les guerres de nature idéologique ont été supplantées par des conflits pour le contrôle de territoires ou de ressources naturelles (pétrole, eau...). Ces conflits deviennent durables quand ils sont alimentés par des trafics (diamants, armes légères, drogue...) que divers acteurs (chefs de guerre, Etats prédateurs, multinationales...) ont chacun intérêt à prolonger.

Partout, les populations civiles sont les principales victimes de ce nouveau désordre mondial. Pour leur venir en aide, l'effort financier de l'Europe n'est plus à la hauteur des enjeux. L'évolution du budget de ECHO est en contradiction avec le constat alarmant de la situation humanitaire mondiale. ECHO doit faire face au "grignotage" de ses crédits qui le contraint à réclamer une "rallonge" sous peine de ne pouvoir financer ses opérations en fin d'année. Un comble, alors que chaque euro se traduit en vies humaines sauvées ou protégées ! Le budget de ECHO doit être augmenté de près de 20% (de 460 à 550 millions €) pour être à la hauteur des enjeux humanitaires de la planète dans les prochaines années.

Clarifier les compétences et le champ d'action d'ECHO dans la "zone grise" de la gestion des crises

Il faut repenser les mandats de chacun, définir un cadre légal d'intervention et créer des instruments financiers adaptés.

L'opposition entre "urgenciers" et "développeurs" s'est estompée. Les crises ne sont plus linéaires. Ce sont désormais des crises qui durent, des conflits gelés, des situations de "ni guerre, ni paix". C'est pourquoi il faut désormais échanger et marier les savoir-faire. Les pratiques classiques de l'aide d'urgence ont été complétées par de nouveaux modes d'intervention qui visent à soutenir les stratégies de survie des populations, appuyer les sociétés civiles.

Dans cet esprit, ECHO est engagé dans une dynamique favorable de recentrage sur son mandat de base: la fourniture d'aide d'urgence visant à sauver immédiatement des vies. Il la remplit de mieux en mieux, en perfectionnant ses mécanismes d'intervention, avec notamment la procédure de première urgence (premiers secours acheminés en moins de 72 heures sur n'importe quel point de la planète).

Mieux prendre en compte les crises oubliées

Comme leur nom l'indique, ces "crises oubliées" n'occupent pas le devant de l'actualité. En conséquence, les besoins des populations touchées sont peu ou ne sont pas du tout couverts par la communauté internationale. ECHO a adopté une méthodologie permettant de mieux définir le concept de "crise oubliée" et privilégie désormais une approche "anti-cyclique" qui consiste à y réaffecter une partie de ses fonds. ECHO est d'ores et déjà passé à l'action mais il faudra encore un certain temps pour en mesurer l'impact.

Poursuivre l'amélioration de la qualité des interventions

Lorsqu'une crise est au contraire "couverte" par les acteurs humanitaires, c'est la question de l'efficacité de l'aide qui se pose. Les déferlements d'aides inadaptées, la compétition entre un nombre toujours plus important d'organisations pour des ressources limitées et les besoins de contrôle des bailleurs de fonds ont mis la question de la qualité, de l'efficacité et de la responsabilité au cœur des débats humanitaires. Il faut donc encourager la démarche d'ECHO qui s'est engagé dans l'amélioration des capacités de diagnostic et de l'évaluation qualitative des actions menées sous son égide.

Mettre l'accent sur la prévention, la préparation et la réduction du risque

L'humanitaire a changé d'ampleur mais aussi de nature. L'acteur humanitaire est sorti de l'image restrictive du brancardier sur le champ de bataille popularisée par la Croix rouge. Il ne peut plus se contenter de panser les plaies. Il doit également empêcher qu'elles ne surviennent, c'est à dire s'impliquer dans la gestion des crises et des conflits, et leur prévention. Ainsi, les réflexions autour de la notion de "résilience" s'intègrent à cette démarche. Il s'agit de renforcer la capacité à résister et à absorber les chocs lors de la crise, en mêlant urgence et soutien aux stratégies de survie et de développement à long terme. Cette démarche peut aussi bien concerner la résilience des individus - par des combinaisons "aide alimentaire limitée/soutien à la relance agricole" - que celle de la famille et de la communauté ou celle des programmes qui doivent reposer sur des ressources et des capacités locales renforcées pour s'adapter rapidement. Cette démarche globale doit être considérée comme un objectif prioritaire pour l'ensemble des acteurs du développement de l'Union européenne. Concernant ECHO, les programmes de préparation aux catastrophes mis en place dans le cadre de DIPECHO ("Disaster preparedness") ont prouvé leur efficacité,

DISTRIBUTION DE PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ AUX VICTIMES DE LA CRISE HUMANITAIRE EN ANGOLA. "UN IMPÉRIEUX ENGAGEMENT POUR SAUVER, ATTÉNUER LES SOUFFRANCES ET RESTAURER LA DIGNITÉ DES VICTIMES DES CRISES"



Maria Olsen, ECHO

aussi bien en termes de vies sauvées que de coût. C'est pourquoi cet effort doit être poursuivi et intensifié. J'ai proposé d'accroître de manière conséquente l'effort financier pour la préparation aux catastrophes en y consacrant 5% des dépenses de ECHO d'ici 2005 (contre 1,5% en 2001).

Sécurité sur le terrain et protection des populations civiles

L'actualité fait régulièrement état de femmes et d'hommes blessés, tués ou pris en otage alors qu'ils participaient à des opérations humanitaires (assassinats de délégués du CICR en Tchétchénie et au Burundi, de volontaires de MDM ou du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme au Rwanda, prises d'otage dans le Caucase, etc.). Dans certains pays comme le Soudan, le personnel humanitaire est plus exposé que les forces de maintien de la paix ! La protection des populations civiles et la sécurité des acteurs humanitaires sont de plus en plus au centre des enjeux.



Odile Minichetti, ECHO

ENFANTS DÉPLACÉS EN BIRMANIE.
"LES CRISES ONT CHANGÉ DE NATURE: ELLES SONT TOUJOURS COMPLEXES, SOUVENT 'DURABLES', PARFOIS 'OUBLIÉES'".

Sur le long terme, la solution la plus prometteuse réside dans l'intégration de la réflexion "sécurité" dans la conception même des programmes. Il s'agit plus de s'appuyer sur une acceptation plus forte des actions et des projets que sur des stratégies de protection passive ("bunkerisation" de l'aide), ou de dissuasion active (militarisation de l'aide). ECHO s'est déjà engagé dans cette voie.

Dans l'immédiat, pour faire face aux situations les plus dangereuses, j'encourage ECHO à apporter son soutien à la mise en œuvre de mesures très concrètes permettant de mieux protéger le personnel humanitaire telles que:

- pour le personnel humanitaire administratif et technique des partenaires d'ECHO: l'extension de la protection prévue dans l'article 37.2 de la Convention de Vienne sur la protection des réfugiés.
- pour les experts d'ECHO sur le terrain: l'attribution, dans certains cas, du statut diplomatique.

Evolution du cadre juridique: vers une "responsabilité de protéger"

Sur le papier - depuis l'adoption en 1977 des deux protocoles additionnels aux conventions de Genève - le droit international humanitaire est un instrument efficace de protection des victimes de conflits internationaux et de conflits internes. Mais sur le terrain, le véritable défi réside dans la volonté politique des Etats et des groupes d'opposition armés d'appliquer pleinement ces règles. C'est la conception de la souveraineté des Etats, quand elle consiste à "distribuer la mort ou à laisser vivre" selon l'expression de Michel Foucault, qui doit aujourd'hui évoluer.

Les intérêts géostratégiques coïncident rarement avec ceux des victimes. Au vacarme de l'intervention au Kosovo fait écho le silence retentissant des Etats face au drame Tchétchéne...

Un événement d'une grande importance est passé presque inaperçu: le Conseil de sécurité de l'ONU a

débatu récemment (juin 2002) du texte voté par la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des Etats (CIISE). Ce texte plaide pour l'émergence de la "responsabilité de protéger" et du "droit d'intervention humanitaire". Derrière ces euphémismes, le débat sur l'ingérence est lancé au plus haut niveau.

Les utopies millénaristes ne sont pas devenues réalité, loin s'en faut. Le XXIème siècle n'est pas encore celui du respect et de la vie humaine. Si l'on n'y prend garde, il pourrait même être le plus meurtrier de tous les temps.

Pour les acteurs humanitaires, l'heure n'est ni à la complaisance, ni au désengagement. Les peuples d'Europe sont de plus en plus mobilisés sur ces enjeux. Cette "conscience" européenne en éveil fait de ECHO un outil essentiel d'adhésion citoyenne à l'Union. Utilisons-le!

* Membre de la Commission du développement et de la coopération du Parlement européen. Rapporteur pour le Parlement sur les activités d'ECHO.

Départ d'ECHO des Balkans occidentaux

Mission accomplie

Le démantèlement de la Yougoslavie au début des années 1990 a conduit à une série de conflits interdépendants, source de souffrances humaines considérables. L'intervention d'ECHO dans la région fut l'une des plus importantes jamais menées, en termes de durée (de 1991 à 2003) et de dépenses (presque 2,4 milliards d'euros). Une très large partie de la population a reçu une aide vitale grâce aux opérations financées par ECHO. Pour citer quelques exemples, plus de 200 écoles où étudient quelque 160 000 jeunes ont été réhabilitées au Kosovo. En Albanie, près de 400 000 personnes ont bénéficié de l'amélioration des systèmes d'alimentation en eau, et 100 installations médicales, au service d'un bassin démographique d'un million de personnes, ont été modernisées. Dans toute la région, les habitants qui avaient été contraints de fuir leur foyer ont reçu une aide, notamment en Serbie, qui a accueilli jusqu'à 700 000 réfugiés et personnes déplacées. La Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et l'ancienne République yougoslave de Macédoine ont aussi bénéficié d'une assistance humanitaire importante.

La crise qui sévissait dans les Balkans occidentaux est à présent terminée ; la situation a dépassé la phase de "post-crise" au cours de laquelle l'aide humanitaire restait nécessaire. La population peut regarder vers un avenir porteur de plus de stabilité et d'autonomie, et c'est dans ce contexte positif que le départ d'ECHO doit être considéré.

Il reste des problèmes à surmonter qui, pour certains, découlent en partie des conflits des années 90, mais les principaux défis sont à présent ceux que doivent relever tous les pays qui passent d'une économie contrôlée à une économie de marché. L'engagement d'un grand nombre d'organismes de développement et d'institutions financières

internationales dans les Balkans occidentaux montre combien l'accent est à présent mis sur les actions à long terme et non plus sur les problèmes humanitaires à court terme. À elle seule, la Commission européenne, par l'intermédiaire du programme CARDS (Assistance communautaire à la reconstruction, au développement et à la stabilisation) octroie un financement de 4,65 milliards d'euros pour la période 2000-2006. Au plus fort des crises successives qui ont frappé les Balkans occidentaux pendant les années 90, ECHO avait pour principal objectif de contribuer à répondre aux besoins essentiels de trois groupes cibles: les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les populations locales vulnérables. À mesure qu'il réduisait progressivement ses opérations, une fois les combats terminés (processus qui s'est déroulé à des périodes différentes selon les provinces et pays concernés), ECHO a réorienté son intervention de manière à réduire la dépendance à l'aide humanitaire, par exemple grâce à des projets promouvant l'autonomie, et a confié les opérations qu'il avait financées aux autorités nationales, à d'autres services de la Commission ou à d'autres donateurs. La Commission a tout particulièrement veillé à assurer le lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD) dans les Balkans occidentaux, car elle reconnaît que cette approche permet d'utiliser les ressources de manière plus efficace et de maximiser les avantages qu'en retirent les populations concernées. En pratique, ECHO a travaillé en étroite coordination avec les services de la Commission responsables de programmes d'aide à long terme, ainsi qu'avec d'autres acteurs du développement et organisations gouvernementales de la région, afin de garantir une transition harmonieuse et bien coordonnée entre l'action humanitaire et les activités de développement.

ECHO a mis un terme à ses opérations en Bosnie et en Croatie en 2000, au Kosovo en 2001, au Monténégro et en Albanie en 2002. Le retrait progressif de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) et de la Serbie est prévu pour 2003.

Tableau récapitulatif de l'aide apportée par ECHO dans les Balkans entre 1991 et 2003 (en millions d'euros)

	1991-1998	1999-2002	Total
RFY	255.2		255.2
Kosovo		156.4	156.4
Serbie		211.0	211.0
Monténégro		35.3	35.3
ARYM	45.7	53.5	99.2
Albanie	34.2	107.1	141.3
Bosnie/Herzégovine	1,026.6	60.1	1,086.7
Croatie	285.8	6.5	292.3
Régional/multinational	54.7	41.9	96.6
Total	1.702.2	671.8	2.374.0



(InterSOS)

ATELIER POUR LA POPULATION ROM, DANS LE CAMP DE KONIK, MONTÉNÉGRO. AU COURS DE LA PHASE POSTÉRIEURE À LA CRISE, ECHO A FINANCÉ DES PROJETS DE NATURE À FAVORISER L'AUTONOMIE.

En bref

Aspects politiques

S'agissant de la politique étrangère, certains événements liés à la gestion des crises en 2002 dans le cadre de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ont nécessité l'intervention de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne. ECHO a donc participé aux diverses réunions de l'UE pour expliquer la spécificité du "domaine humanitaire" et garantir que tous les acteurs ont été avertis de la nature neutre, impartiale et indépendante de l'assistance humanitaire. ECHO a également participé au comité d'examen du groupe chargé d'élaborer les nouvelles directives de l'ONU concernant l'utilisation des forces militaires et de la défense civile dans le cadre des interventions humanitaires de l'ONU sous les auspices de l'ONU/OCHA. Il a souligné qu'il n'était pas souhaitable de recourir aux forces militaires dans le cadre des interventions humanitaires, sauf en dernier recours. Ces arguments ont également été avancés dans le contexte des débats sur le nouveau Traité constitutionnel pour l'Europe (la "Convention").

ECHO a commencé à élaborer des plans d'intervention d'urgence pour traiter les conséquences humanitaires d'une éventuelle guerre en Irak, comme il le fait généralement dans de telles circonstances. Cela a impliqué une coordination étroite avec les principaux partenaires, tels que les agences des Nations unies et la Croix-Rouge, ainsi que les autres grands donateurs.

La mise en œuvre continue des réformes internes d'ECHO s'est également poursuivie en 2002. Le cycle de programmation a été développé conformément aux principes de gestion basés sur les interventions, et des priorités opérationnelles et politiques ont été définies pour l'année à venir à la suite de l'identification et d'une analyse complètes des crises humanitaires dans l'ensemble du monde. Les instruments de planification conçus dans le passé ont été actualisés et affinés. L'évaluation globale des besoins menée par ECHO (une analyse statistique classant 130 pays selon leurs besoins humanitaires) a été affinée pour inclure des données sur les contributions des donateurs. La méthodologie a été améliorée en introduisant des informations sur le PNB par habitant des pays, afin de donner une image plus précise de leur prospérité relative. Cet aspect est important pour ECHO, qui veille à concentrer ses opérations sur les zones les plus démunies.

ECHO a également élaboré un document interne de

"stratégie d'entrée" impliquant la définition de critères objectifs ("seuils de crise"), qui justifient son intervention en cas de catastrophe naturelle.

ECHO a commencé en 2001 à développer un nouveau système informatique intégré appelé HOLIS ("système informatique local de l'Office humanitaire"), et les premières applications ont pu avoir lieu en 2002. Ce nouvel outil intégré améliorera la qualité des données sur les fonds humanitaires fournis par ECHO et les États membres de l'UE.

Des progrès importants ont été réalisés concernant la mise en œuvre de la stratégie LRRD de la Commission (liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement). Cet aspect représente désormais un élément de base des "documents de stratégie nationale" élaborés par la Commission. ECHO a également conçu une méthodologie pour définir les situations pratiques où l'attention à la LRRD est requise et mesurer les progrès du passage de l'aide humanitaire à l'aide au développement.

En dernier lieu, ECHO a consolidé ses procédures de gestion d'urgence, afin de réagir encore plus rapidement aux nouvelles crises et de mobiliser des ressources dans un délai très court.

Partenariat

En 2002, ECHO a intensifié ses relations avec ses principaux partenaires grâce aux "dialogues de programmation stratégique". Ces dialogues avaient lieu pour la troisième année consécutive entre les principales agences de l'ONU (HCR, PAM, UNICEF, OCHA et OMS). Des sessions similaires ont été organisées avec le CICR, la FICR et les ONG. L'objectif est de garantir l'application de politiques cohérentes, qui bénéficient à tous les acteurs et répondent aux besoins humanitaires les plus pressants. En outre, ECHO a participé plus activement aux réunions des organes exécutifs des agences de l'ONU afin de consolider leurs relations. Durant cette année, certains partenaires d'ECHO (CICR, FICR et UNICEF) ont présenté au personnel d'ECHO leurs principales missions et initiatives actuelles, favorisant ainsi une compréhension plus profonde entre les membres respectifs de toutes les organisations.

ECHO a continué à coopérer avec les organisations signataires de l'accord cadre de partenariat, afin de parvenir à une révision profonde de l'accord en 2003. La révision de l'accord cadre de partenariat se base sur deux éléments clés. Le premier consiste à respecter pleinement la nouvelle réglementation financière de la Commission et les modalités de mise en œuvre en vigueur depuis le 1er janvier 2003. Le second, basé sur l'idée de la "qualité de l'aide humanitaire", traduit l'évolution des priorités, du contrôle des ressources utilisées à la planification des objectifs, aux indicateurs et au contrôle des résultats.

La qualité de l'aide humanitaire était un thème central de la conférence annuelle des partenaires ECHO qui s'est tenue à Bruxelles les 14 et 15 octobre. Les participants à la conférence ont évoqué, lors des groupes de travail et des sessions plénières:

- les outils de gestion de la qualité dans le secteur humanitaire et leur application par les ONG;
- les systèmes de gestion des ressources humaines applicables aux ONG dans le secteur humanitaire;

- les plates-formes consacrées à l'informatique dans le secteur humanitaire et leur utilisation possible en tant qu'instruments de coordination.

La conférence annuelle constitue une part importante du dialogue actuel d'ECHO avec ses partenaires.

À la fin de l'année 2002, plus de 210 organisations humanitaires, dont les ONG européennes et les organisations de la Croix-Rouge, avaient signé l'accord-cadre de partenariat.

Finances et audit

ECHO a réagi aux crises humanitaires de 2002 en adoptant 115 décisions de financement totalisant 537,8 millions €. Les conséquences des événements du 11 septembre 2001, de même que l'apparition de nouvelles crises, notamment la crise alimentaire en Afrique australe et l'aggravation de la situation au Moyen-Orient, ont contraint ECHO à renforcer le budget de l'aide humanitaire en prélevant sur la réserve d'aide d'urgence 80 millions € supplémentaires. 761 contrats d'aide humanitaire ont été signés en 2002. Le taux d'exécution budgétaire concernant ces crédits d'engagement a été de 100 %.

Dans le cadre du processus global de réforme administrative et financière, la nouvelle réglementation financière a été adoptée en 2002 (et est entrée en vigueur le 1er janvier 2003). Les nouvelles caractéristiques qui concernent l'aide humanitaire incluent:

- la mesure de l'impact des actions humanitaires (résultats) par rapport aux objectifs fixés (qui remplace l'approche basée sur les ressources utilisées);
- des règles complètes concernant la passation des marchés et la gestion des contrats qui tiennent compte des caractéristiques opérationnelles spécifiques de l'aide humanitaire et de l'intervention d'urgence;
- la transition vers un système de gestion commune avec les organisations internationales.

Au sein d'ECHO, cela a entraîné une réorientation des systèmes de contrôle interne en vue de renforcer l'évaluation des risques liés aux projets, et d'examiner la progression et l'efficacité des projets en se concentrant sur les résultats.

Les activités financées par ECHO et mises en œuvre par des parties extérieures (partenaires et contractants) sont soumises à un audit financier. L'objectif général est d'instituer un cycle d'audit de deux ans impliquant l'étude des systèmes des partenaires et leur utilisation des fonds ECHO. Les procédures et méthodes d'audit d'ECHO sont constamment analysées, et ont été profondément révisées en 2002. À partir de 2002, les bureaux ECHO ont également été soumis à un audit systématique.

Quatorze audits ont été menés cette année, dont six sur le terrain, consacrés à des projets en cours. Afin d'accroître ses activités dans ce domaine, ECHO a engagé une société d'audit

pour examiner les projets ECHO à partir du second semestre 2002. Cela a conduit à une hausse significative du nombre d'audits actuels (50) jusqu'à la fin 2002. Le nombre d'audits achevés augmentera donc substantiellement en 2003 et durant les prochaines années.

Les résultats des audits sont importants pour le bon fonctionnement de l'accord cadre de partenariat qui gouverne les relations d'ECHO avec la majorité de ses partenaires responsables de la mise en œuvre des projets humanitaires. Ils incluent également des recommandations utiles concernant la manière d'améliorer les contrôles administratifs et financiers employés par les partenaires pour gérer les fonds ECHO. En 2002, ECHO s'est livré à une analyse financière systématique de ses partenaires afin de définir à l'avance les faiblesses qui doivent être traitées pour maintenir à un niveau acceptable les risques inhérents aux opérations humanitaires.

Information et communication

Dans le domaine de l'information et de la communication, ECHO a cherché à tirer un profit maximal de l'utilisation des nouvelles technologies pour promouvoir son message humanitaire. Les priorités ont reflété la demande d'information concernant les projets et résultats concrets, et le fonctionnement du système d'aide humanitaire de l'UE. Afin d'obtenir ce résultat, les produits d'information existants ont été réorientés pour se concentrer davantage sur les témoignages directs et les récits rétrospectif présentant un intérêt humain. Un site Internet ECHO réorganisé a été lancé en novembre. Il reflétait les priorités de 2002, en privilégiant les témoignages directs, une approche interactive conviviale et une identité visuelle plus forte. À la fin de l'année, plus de 3 000 pages étaient consultées quotidiennement, et ce chiffre augmente.

Une attention accrue a été accordée aux débouchés des mass médias, afin d'attirer un public plus vaste. Une nouvelle présentation vidéo d'ECHO a été produite pour affirmer son soutien aux victimes des crises dans toutes les parties du monde.

Des fonds et une assistance matérielle ont été accordés aux divers programmes télévisés consacrés à l'aide humanitaire et aux crises oubliées. Avec le soutien du programme de subventions d'ECHO destiné à sensibiliser le public, un spot télévisé décrivant le travail d'ECHO et d'une ONG partenaire a été diffusé 97 fois sur Eurosport, afin de cibler les jeunes. Un autre spot télévisé couvrant le soutien d'ECHO et des ONG aux réfugiés du Sahara occidental a été diffusé 86 fois sur deux grandes chaînes italiennes. Les fonds ont également financé un documentaire de 30 minutes sur la situation humanitaire en Afghanistan, diffusé à la télévision danoise en décembre.

En outre, ECHO a fait l'objet de deux chroniques Euronews diffusées 20 fois chacune, ainsi que de deux documentaires diffusés sur France 2 et Arte. Les activités d'information axées sur la jeunesse développées cette année ont inclus le financement d'une vaste campagne d'information par une ONG dans les écoles et universités espagnoles, ciblant jusqu'à 4 millions de jeunes. Une vaste campagne de

sensibilisation menée par le PAM et ECHO, ciblant 8 000 écoles italiennes, a également été couronnée de succès. Le thème de cette action était "la faim dans le monde".

Les autres projets soutenus au titre de ce programme de subvention incluaient des conférences à Madrid et Copenhague portant respectivement sur "les questions de genres" et "les crises oubliées", et la reconstitution d'un centre de nutrition thérapeutique par une ONG partenaire à Paris et à Marseille afin de souligner les problèmes de la faim dans le monde. Cet exercice a été largement couvert par les médias.

Parmi les publications de 2002 figurent le rapport annuel ECHO, le bulletin d'information "ECHO News", des brochures sur ECHO et les ONG partenaires en Espagne et au Danemark (pays assurant la présidence de l'UE) et des dossiers sur l'Angola et le Caucase du Nord.

Évaluation

Les principales évaluations du programme 2002 ont porté sur les actions financées par ECHO en faveur des victimes des tremblements de terre de 2001 en Inde et au Salvador et les opérations financées par ECHO au Cambodge.

Trois études étaient en cours à la fin de l'année 2002. Elles concernaient le PAM, DIPECHO en Asie du Sud et la réponse d'ECHO aux situations de grave sécheresse.

Concernant l'évaluation des activités du PAM, un projet de rapport d'évaluation était disponible pour le dialogue stratégique ECHO-PAM en novembre 2002. L'accueil positif des évaluateurs et l'utilisation faite de leurs travaux par le PAM sont de bons exemples de coopération entre les deux partenaires. L'évaluation du premier programme DIPECHO en Asie du Sud a également entraîné des résultats positifs. Cette étude contribuera à une évaluation générale supplémentaire de la préparation aux catastrophes prévue en 2003.

Trois autres études non prévues initialement ont été entreprises. Elles concernent les ressources humaines, les plate-formes informatiques et les questions de qualité pour les ONG. Ces résultats ont été présentés et débattus lors de la conférence annuelle avec les partenaires ECHO qui s'est tenue les 14 et 15 octobre 2002 à Bruxelles.

Les évaluations globales prévues des activités d'ECHO relatives à la préparation aux désastres, aux opérations financées au Soudan et à sa réponse aux besoins des groupes vulnérables dans des situations d'urgence ont été effectuées de 2002 à 2003.

Une édition mise à jour du Manuel ECHO d'évaluation de l'aide humanitaire a également été distribuée en 2002.

Prévention et préparation aux désastres

ECHO ne se contente pas de réagir face aux catastrophes, mais aide les communautés vulnérables à s'y préparer grâce à son programme de préparation aux désastres (DIPECHO). Le budget consacré par ECHO aux opérations de prévention et de préparation a atteint 8 millions € en 2002. Ce programme se concentre sur les principales

régions menacées par les catastrophes naturelles dans le monde en développement: l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud, les Caraïbes, l'Amérique centrale et l'Amérique andine. Les activités spécifiques financées par DIPECHO incluent, par exemple, le renforcement de la gestion et des institutions locales, la formation, les campagnes de sensibilisation, les réseaux informatiques, les systèmes d'alerte rapide, les mécanismes d'intervention d'urgence et la cartographie des risques.

La mise en œuvre des trois plans d'action DIPECHO approuvés en 2001 s'est poursuivie en 2002. Ils portent sur l'Amérique andine (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), l'Asie du Sud (Inde, Sri Lanka, Népal, Bangladesh, Pakistan) et les Caraïbes. Le plan d'action andin (1,8 million €) a été complété par 1,64 million € en 2002. L'objectif global de cette décision était de préparer les communautés et institutions locales, d'améliorer leurs capacités de réaction face aux catastrophes, et de financer de petits travaux d'atténuation des désastres.

La Commission a également approuvé une décision de 6,36 millions € en décembre 2002, afin d'aider les communautés vulnérables d'Asie du Sud-Est et d'Amérique centrale à se préparer aux catastrophes naturelles. Les projets incluent la mise en place de systèmes d'alerte rapide, des cours de formation pour les effectifs et volontaires locaux, et une sensibilisation du public. En Asie du Sud-Est, les fonds DIPECHO visent le Vietnam, le Laos, le Cambodge, les Philippines, l'Indonésie et la Thaïlande, qui sont sujets aux cyclones, aux inondations, aux incendies de forêt et à la sécheresse. Les pays d'Amérique centrale couverts par cette décision (Nicaragua, Honduras, Salvador, Guatemala et Costa Rica) peuvent être affectés par la sécheresse, des ouragans, des tremblements de terre, des éruptions volcaniques, des inondations et des glissements de terrain.

Formation et études

Trente-neuf demandes de financement ont été adressées en 2002 au titre du programme de subvention ECHO pour la formation, les études et les réseaux dans le domaine humanitaire. Le budget de cette action atteignait 1,8 million €. Dans le secteur de la formation, les projets retenus incluaient des cours sur le renforcement des capacités. Par ailleurs, les études consacrées à la gestion de la sécurité des activités humanitaires internationales et les directives concernant le soutien aux réfugiés et aux personnes déplacées faisaient partie des projets de recherche qui ont reçu un financement. ECHO a également continué à soutenir le réseau d'aide humanitaire (NOHA), qui propose un programme d'études interdisciplinaires de troisième cycle obtenu en un an dans sept universités participantes. Les étudiants suivent un programme qui leur expose une vue d'ensemble de l'aide humanitaire. Ces études sont complétées par un stage dans une organisation humanitaire ou auprès d'ECHO.

Dans le monde

Financement de l'aide humanitaire par pays/région

Afghanistan et Pakistan

Financement - 72,754 millions €

L'Afghanistan a dû faire face, en 2002, à un retour de réfugiés d'une ampleur jamais égalée. Défiant toutes les prévisions, un million et demi à deux millions de ses ressortissants sont revenus du Pakistan et d'Iran, et près d'un demi million de personnes déplacées dans le pays sont rentrées dans leur région d'origine. Vingt ans de guerre ont ravagé les lieux: les maisons sont détruites ou inhabitables, les champs en friche et les infrastructures les plus élémentaires manquent. Les deux tiers de ces rapatriés se sont installés à Kaboul ou dans la région qui s'étend entre la capitale et la frontière pakistanaise, créant une immense pression dans les villes. Dans le sud, la dégradation a été encore plus marquée par les cinq années de sécheresse ininterrompue, l'une des pires dont le pays se souvienne. Dans le même temps, le déplacement d'un nombre important de personnes s'est poursuivi, soit à l'intérieur des frontières soit vers les pays voisins, suite aux règlements de vieilles querelles et à l'éviction de certaines minorités ethniques. ECHO a maintenu son engagement humanitaire envers les victimes de la crise afghane grâce au financement d'un large éventail d'actions visant essentiellement à assurer la viabilité du retour et, de ce fait, à éviter de nouveaux déplacements. En ce qui concerne plus particulièrement les réfugiés rentrant au pays, l'aide s'est concrétisée par la construction d'abris, de latrines et de réseaux d'adduction d'eau; par des interventions sanitaires; par la distribution de semences, d'engrais et de fournitures non alimentaires telles que des couvertures et du combustible; et par la mise en place d'activités génératrices de revenus. Les victimes de la sécheresse ont bénéficié d'un approvisionnement en eau potable, de systèmes d'irrigation, de soins de santé primaires et d'un soutien nutritionnel.

Par ailleurs, pour les populations encore réfugiées dans les pays voisins ou déplacées à l'intérieur du pays, des mesures ont été prises pour créer des installations sanitaires et d'adduction d'eau, et fournir des soins de santé. ECHO a également soutenu des projets de sensibilisation aux dangers des mines et des bombes non explosées.

En décembre, des fonds supplémentaires ont été alloués pour aider près de 700 000 personnes vulnérables à supporter les rigueurs de l'hiver afghan, les températures pouvant chuter jusqu'à -20°C.

Sur un financement global de près de 73 millions €, un montant de 2 millions a servi à aider les victimes du tremblement de terre qui a secoué la région de Baghlan le 25 mars.

Afrique australe (Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe)

Financement - 36,5 millions €

De vastes régions de l'Afrique australe ont été confrontées, en 2002, à une crise humanitaire complexe résultant de facteurs divers. La sécheresse, conjuguée à une mauvaise gestion des affaires publiques et à des stratégies inadéquates en matière de sécurité alimentaire, a créé une situation de forte pénurie alimentaire touchant 13 millions de personnes. Or, une grande partie de la population de cette région était déjà très vulnérable, en raison d'une mauvaise situation économique générale et des ravages provoqués par la pandémie du VIH/SIDA.

L'essentiel des fonds ECHO ont été attribués dans le cadre d'une décision régionale portant sur un montant de 30 millions €, destinée à financer des opérations d'aide alimentaire (surveillance et logistique nutritionnelles, projets dans les secteurs de l'eau, sanitaire et médical, et réhabilitation du secteur agricole). Ces fonds ont été principalement destinés au Zimbabwe et à la Zambie.

Au Malawi, ECHO a participé au financement du réseau

Réduire les risques du retour

Après dix-neuf ans de conflits armés qui ont fait plus de 65.000 victimes, dont beaucoup de civils et causé le déplacement de plus de 800.000 personnes, un cessez-le-feu a été signé, en février dernier, entre le gouvernement sri-lankais et les Tigres tamouls. Cet accord a suscité des espoirs de paix dans les populations déracinées, éparpillées à travers le Sri Lanka, et quelque 200.000

personnes ont déjà regagné leurs régions d'origine. Le danger le plus grave qu'elles ont à affronter est la présence d'engins non explosés (UXO) et en particulier de milliers de mines antipersonnel posées le long des lignes de front qui ont été déplacées au gré des combats durant près de deux décennies de guerre, dans le Nord et le Nord-Est du pays. À la suite d'une mission d'évaluation effectuée début 2002, ECHO a alloué un montant de 770 000 euros pour financer les programmes de déminage exécutés par deux ONG européennes spécialisées : HALO Trust, qui travaille dans la péninsule de Jaffna et Mine Advisory Group (MAG), qui opère dans la région de Vanni. Elles ont pour mission de réparer et de délimiter les champs de mines, de former des démineurs et de détruire un maximum d'UXO. L'ampleur du problème, révélée par les premiers rapports, a conduit ECHO à allouer de nouveaux crédits aux opérations humanitaires de déminage menées par les deux ONG et à soutenir un troisième partenaire opérant dans la région, l'organisation Norwegian People's Aid. L'assistance directe au déminage a été complétée par des actions de sensibilisation aux dangers des mines ainsi que d'aide psychosociale aux victimes de celles-ci, mises en œuvre par l'UNICEF. L'enveloppe financière totale fournie par ECHO pour ces opérations en 2002 s'est montée à 3 050 000 euros.

Dans les situations d'après conflit, le retour massif de populations déplacées s'accompagne souvent d'une forte augmentation des accidents provoqués par des mines. Le fait qu'une telle augmentation n'a pas été observée au Sri Lanka montre l'impact positif du travail de déminage et de sensibilisation soutenu par ECHO et par d'autres agences humanitaires.

UN SRI LANKAIS TRAVAILLANT AVEC HALO TRUST À JAFFNA EST FORMÉ AU DÉSAMORÇAGE DE MINES ANTIPERSONNEL SOUTERRAINES.



Antoine Lemasson - ECHO

national d'unités de réhabilitation nutritionnelle, ainsi qu'à la modernisation du système de suivi et de contrôle nutritionnels. Suite à la dramatique épidémie de choléra qui avait frappé le pays l'année précédente, ECHO a également organisé, sur l'ensemble du territoire, une capacité d'intervention pour la lutte contre cette maladie.

Une attention particulière a été accordée à l'augmentation du nombre de réfugiés en Zambie, et une aide a été allouée aux nouveaux arrivants et aux groupes vulnérables vivant dans les camps de réfugiés, de même qu'aux communautés locales d'accueil. On peut citer, parmi les actions financées, une aide alimentaire, des contrôles de santé, des campagnes de vaccination et des projets dans les domaines de l'eau et de l'hygiène. Sur les 30 millions € alloués dans le cadre de la décision, quelque 2 millions étaient destinés à l'Angola pour assurer, principalement, une aide au rapatriement des réfugiés (voir également la rubrique consacrée à l'Angola ci-dessous).

Angola

Financement - 12 millions €

Après trente années de guerre, un espoir de paix est né en Angola avec la signature d'un cessez-le-feu entre le gouvernement et les forces de l'UNITA. Mais la fin des combats a également révélé les besoins immenses des populations déplacées vivant dans des régions jusqu'ici inaccessibles. On estime à quatre millions le nombre de personnes qui ont été déplacées à l'intérieur du territoire angolais.

Une assistance humanitaire significative s'impose à brève échéance, parallèlement à une assistance pour la réhabilitation et le développement à plus long terme, pour venir en aide aux groupes les plus vulnérables et consolider le processus de paix. Les 12 millions € acheminés par l'intermédiaire d'ECHO faisaient partie d'un plan d'action de la Commission européenne, dont le montant total (129 millions €) a permis de financer des actions aussi diverses que le déminage et la sensibilisation au danger des mines, la protection des enfants et la recherche de leurs familles, une aide au retour et à la réinstallation, et la fourniture de médicaments.

L'assistance d'ECHO a été plus particulièrement axée sur la nutrition, les projets sanitaires, la coordination et la logistique, de même que sur les secours d'urgence. Quelque 2 millions € ont été, en outre, alloués à l'Angola dans le cadre d'une décision d'aide humanitaire prise par la Commission en septembre en faveur de l'Afrique australe (voir la rubrique "Afrique australe" de cette section Echo dans le monde). L'Angola a bénéficié, au titre de ce programme régional, d'une aide à la réinstallation et d'actions en matière de santé.

Balkans occidentaux (Serbie, Kosovo, Albanie, ancienne République yougoslave de Macédoine)

Financement - 43 millions €

Le redressement de la situation dans les Balkans occidentaux, après la crise du Kosovo en 1999, s'est poursuivi en 2002. Ce processus s'est accompagné d'un retrait progressif de l'aide humanitaire en faveur d'instruments de développement à plus long terme. La majorité des fonds ECHO ont été dépensés en Serbie, où les besoins humanitaires restent élevés au sein de l'importante population de réfugiés et de personnes déplacées internes (PDI). Des interventions ont également été financées au Kosovo, en Albanie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM).

ECHO est venu en aide à un demi million de personnes - réfugiés, PDI ou membres de groupes vulnérables - en leur fournissant des vivres, des articles non alimentaires, des soins de santé et des logements. Il a participé, en outre, au financement de programmes de rapatriement et d'insertion sociale; il a facilité l'accès aux soins de santé; et il a financé des projets de soutien juridique et psychologique.

Au Kosovo, ECHO a également participé au financement d'actions de protection spécifiques, mises en œuvre par le

HCRNU en faveur de groupes minoritaires vivant dans des régions enclavées ou isolées.

Brésil

Financement - 0,350 million €

Une aide d'urgence a été apportée aux victimes des glissements de terrain et des inondations qui ont frappé le Brésil en décembre 2001, et qui se sont poursuivis en janvier et février 2002.

Burkina Faso

Financement - 0,175 million €

ECHO a financé un programme de traitement de la méningite, une forte épidémie s'étant déclarée dans le pays en 2001.

Burundi

Financement - 17,5 millions €

Le Burundi connaît depuis 1993 une guerre civile opposant des groupes armés tutsis et hutus. En dépit de l'accord de paix signé en août 2000 et de l'installation d'un gouvernement transitoire en novembre 2001, des combats sporadiques obligent de nombreux habitants à fuir leurs maisons. En 2001, cette situation a été aggravée par de fortes pénuries alimentaires. On estimait, au début de l'année 2002, qu'un million de personnes (soit 15% de la population) dépendaient de l'aide humanitaire.

ECHO a poursuivi son programme d'aide d'urgence aux groupes les plus vulnérables, et notamment aux personnes déplacées, aux femmes, aux enfants et aux personnes âgées. Son plan global de 17,5 millions € a été principalement axé sur les soins de santé primaires.

Cambodge

Financement - 5,5 millions €

Bien que le Cambodge connaisse une situation relativement paisible depuis une dizaine d'années, certaines régions ne sont totalement accessibles que depuis peu, et les besoins restent importants, particulièrement dans le nord. Parmi les groupes les plus vulnérables figurent les réfugiés rentrant au pays et les populations des zones excentrées, où les services de base (soins de santé et eau salubre, par exemple) font encore défaut. Les communautés rurales restent, par ailleurs, très exposées aux risques liés à la présence des mines anti personnel disséminées lors des combats. ECHO a financé une série de projets, portant notamment sur la mise en place de systèmes d'adduction d'eau, sur la fourniture de produits de première nécessité (outils, semences, médicaments et matériel médical), sur la formation du personnel sanitaire et autres effectifs des services publics, sur la réhabilitation à petite échelle et sur le travail de déminage. Un montant de 700 000 € a, par ailleurs, été affecté à la prévention d'une épidémie de dengue hémorragique.

Caucase du Sud (Arménie et Géorgie)

Financement - 2,5 millions €

Une aide humanitaire a été allouée pour finaliser le soutien apporté aux agriculteurs du sud de l'Arménie, région touchée par des sécheresses en 2000 et en 2001. Le financement d'ECHO a servi à des actions de formation et à la mise en place de systèmes d'irrigation. Des fonds ont également été affectés à la promotion de pratiques agricoles durables et diversifiées.

En Géorgie, l'impact des conflits internes qui ont éclaté en 1992 reste perceptible, notamment en République autonome d'Abkhazie, et autour de celle-ci. Cette crise est à l'origine du déplacement de 250 000 personnes et de fortes perturbations économiques. L'Abkhazie elle-même a subi des dommages considérables. Des dizaines de milliers d'anciens habitants de cette république sont toujours déplacés sur le territoire de la Géorgie, principalement à l'ouest. Les fonds

ECHO ont servi à distribuer des denrées alimentaires de longue conservation, à faire fonctionner des cantines, et à financer un programme d'activités rémunératrices à l'intention des personnes vivant de part et d'autre de la frontière entre l'Abkhazie et la Géorgie proprement dite. Les projets ont été principalement axés sur les personnes âgées et les personnes privées de ressources.

Chine/Tibet

Financement - 4,45 millions €

En Chine, quelque 80 millions de personnes ont été touchées par les inondations et glissements de terrain causés par les pluies torrentielles du mois de juin. Cette catastrophe a tué plus de 900 personnes; trois millions d'habitations ont été détruites ou endommagées, et quatre millions d'hectares de culture inondés. La contamination des réserves d'eaux de surface et souterraines par des effluents non traités est à l'origine d'une forte augmentation du nombre de cas de diarrhée, de fièvre et d'infections cutanées.

Des fonds ont été alloués à diverses actions, y compris la distribution de riz et de blé aux agriculteurs et à leurs familles (environ 100 000 personnes); la fourniture de médicaments, de couvertures, de vêtements et de tulle pour moustiquaires; et la construction de 14 000 toilettes, de 500 réservoirs d'eau et de deux écoles primaires.

ECHO est également venu en aide aux victimes des fortes chutes de neige survenues dans la préfecture de Ngari (Tibet). Beaucoup de nomades y ont perdu leurs troupeaux et donc leur seul moyen de subsistance. L'aide a permis l'achat de nourriture pour 25 000 personnes, de près de 8 000 moutons et des médicaments indispensables.

Colombie

Financement - 9,2 millions €

ECHO a maintenu son aide aux personnes déplacées (PDI), fuyant les combats. Sa stratégie est d'apporter une aide d'urgence durant le déplacement et à la suite immédiate de celui-ci, ainsi qu'une assistance après la phase d'urgence, qui consiste à fournir des abris, des soins de santé, des installations sanitaires et un soutien psychosocial dans les principales régions d'accueil. On estime à près de 200 000 les personnes déplacées à l'intérieur du territoire colombien qui ont bénéficié de l'aide d'ECHO en 2002, parmi lesquelles 125 000 immédiatement après leur déplacement; la plupart d'entre elles vivent en régions rurales.

Congo (République démocratique du)

Financement - 38,1 millions €

La crise interminable qui sévit en RDC est la cause d'une souffrance qui défie l'imagination. Le nombre de personnes déplacées a doublé depuis 1999 pour dépasser aujourd'hui les

trois millions, y compris quelque 360 000 réfugiés en provenance de pays voisins. De nombreuses régions sont confrontées à d'importantes pénuries alimentaires et la malnutrition est largement répandue. L'effondrement des structures sanitaires et d'adduction d'eau a entraîné la réapparition de nombreuses maladies.

Le plan global d'ECHO pour la RDC, doté de 32 millions € pour 2002, a mis l'accent sur la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire. ECHO s'est surtout attaché à apporter une aide d'urgence dans les régions les moins accessibles du pays, où les besoins sont énormes. Les fonds ont été utilisés pour la fourniture de médicaments, de vaccins, de matériel médical et d'une formation médicale dans le cadre d'une action visant 2,7 millions de personnes.

Le Nyiragongo, volcan actif situé près de Goma, à l'est du pays, est entré en éruption le 17 janvier. En un seul jour, la plupart des 300 000 habitants de la ville ont fui les torrents de lave, qui détruisaient tout sur leur passage. ECHO a rapidement réagi à cette catastrophe en assurant un transport aérien vers la zone sinistrée (via ECHO Flight), et en affectant 5 millions € à la fourniture d'installations sanitaires et d'adduction d'eau, d'abris, de vivres et de médicaments. Le soutien d'ECHO a couvert les besoins immédiats de 100 000 personnes. Une décision distincte a alloué 1,1 millions € pour l'aide aux réfugiés angolais dans les provinces du Bas-Congo et de Bandundu.

Il existe au Congo, en dépit de l'ampleur de la crise humanitaire, des régions stables dans lesquelles ECHO envisage de passer le relais à d'autres programmes et instruments d'aide à plus long terme.

Corée du Nord

Financement - 21,025 millions €

La République populaire démocratique de Corée connaît, depuis le début des années 1990, une détérioration progressive de sa situation économique et sociale. Les approvisionnements de nourriture, d'eau et de médicaments ont très fortement diminué, ce qui s'est traduit par une importante propagation de la malnutrition et des épidémies de maladies évitables, parmi les enfants surtout. Les sécheresses et les inondations subies par le pays depuis le milieu des années 1990 ont aggravé encore cette situation.

Les fonds alloués par ECHO ont servi à l'achat et à la distribution de 39 000 tonnes de céréales, principalement destinées aux enfants et aux mères de nourrissons. Cette aide est essentiellement acheminée par le PAM, qui dispose de points de distribution au niveau des collectivités.

Un soutien a également été apporté à des initiatives visant à

Un endroit pour oublier la guerre

Plus de trois ans après le début du second conflit en Tchétchénie, la population de cette république autonome continue d'endurer de terribles souffrances. Artillerie, bombardements et mines ont causé des destructions étendues, tandis que de nombreuses personnes ont été victimes d'abus physiques ou ont tout simplement disparu. Aucune famille n'est sortie indemne de cette tragédie et presque tous ont perdu un proche ou des amis. Dans cette atmosphère de terreur quotidienne, les enfants sont particulièrement affectés, et nombre d'entre eux souffrent de graves troubles psychologiques.

Il est important de protéger l'enfance des horreurs de la guerre autant et aussi tôt que possible, et de leur fournir un environnement sûr où ils peuvent se réfugier chaque jour et vivre une vie relativement normale. C'est pourquoi l'UNICEF, avec le soutien financier d'ECHO, a ouvert sept espaces dédiés à l'enfance dans la capitale tchétchène, Grozny. Ils sont un havre de paix et de sécurité pour les enfants qui ne sont pas encore en âge d'aller à l'école, et leur permettent de profiter d'activités récréatives et éducatives dans une ambiance détendue.

UNICEF



UN HAVRE DE PAIX POUR DES ENFANTS VIVANT DANS UN ENVIRONNEMENT TRAUMATISANT.

améliorer la nutrition et la santé de base, et 250 000 personnes environ ont bénéficié de la modernisation des réseaux d'assainissement et d'adduction d'eau financée par ECHO.

Les crues survenues au cours de l'été ont causé d'importants dégâts à l'ouest du pays. ECHO a réagi à cette situation en apportant une aide d'urgence de 300 000 € pour répondre aux besoins immédiats de quelque 22 500 personnes.

Côte d'Ivoire

Financement - 1,5 millions €

Des fonds ont été mobilisés pour venir en aide aux victimes des troubles qui ont éclaté en Côte d'Ivoire en septembre. L'accès aux vivres et aux services sanitaires est de plus en plus difficile pour les populations des zones touchées par les combats. ECHO a soutenu le fonctionnement de structures de santé primaire et secondaire, et fourni des rations alimentaires complémentaires aux catégories de la population les plus durement touchées.

Cuba

Financement - 0,6 million €

Cuba a été balayé en septembre et octobre par les ouragans Isidore et Lili, qui ont provoqué des inondations et des dégâts très étendus. ECHO a financé la réhabilitation d'urgence et fourni les secours indispensables, y compris de l'eau potable, aux 28 000 victimes de ces tempêtes.

Equateur

Financement - 1,248 millions €

Des pluies torrentielles se sont abattues sur l'Équateur en février, mars et avril. Dans les régions littorales, les inondations qui ont suivi ont emporté les routes et les ponts, et détruit plus de 7 000 habitations, ainsi que les récoltes de riz, de café, de maïs, de bananes et de cacao. ECHO a affecté 800 000 € à la réparation des systèmes d'adduction d'eau et à l'épuration des eaux polluées, et permis ainsi à 10 000 familles d'accéder à de l'eau potable. En novembre, l'éruption du volcan "El Reventador" a recouvert de cendres un territoire très étendu, et provoqué d'importants dégâts aux habitations, aux cultures et aux infrastructures. ECHO a immédiatement fourni une aide d'urgence d'un montant de 448 000 € au titre de sa procédure de première urgence.

Érythrée

Financement - 1,75 millions €

ECHO a poursuivi ses opérations humanitaires en faveur des populations particulièrement vulnérables suite à la guerre frontalière avec l'Éthiopie. Dès la mise en place, en mai 2001, d'une zone de sécurité temporaire contrôlée par les NU le long de cette frontière, la plupart des Érythréens déplacés à l'intérieur du pays (estimés à 300 000) sont rentrés dans leurs villages. Ils sont néanmoins près de 60 000 à n'avoir pas quitté les camps, et à dépendre totalement de l'aide internationale. On compte parmi eux bon nombre d'Érythréens dans l'impossibilité de rentrer en raison de la présence de mines non explosées, ainsi que des réfugiés originaires d'Éthiopie et du Soudan. ECHO a financé la fourniture de produits de première nécessité aux personnes restées dans les camps et à celles qui sont rentrées chez elles, de même qu'une campagne d'information concernant les risques liés aux mines. ECHO a également participé au financement du programme de protection du Comité international de la Croix-Rouge, et de l'action du Haut-Commissariat des NU en faveur du retour des réfugiés érythréens.

Éthiopie

Financement - 7,75 millions €

Outre le financement de secours d'urgence spécifiques, suite notamment à l'apparition d'une épidémie majeure de

méningite, ECHO a soutenu le programme "Pastoral Early Warning" (Alerte rapide en régions pastorales) destiné aux victimes de la sécheresse et des conflits.

Suite à la nouvelle grande sécheresse survenue à la fin de l'année 2002, ECHO a fourni une assistance supplémentaire en coordination avec l'aide alimentaire à grande échelle déjà entreprise par la Commission. Ce nouveau financement a été axé sur la lutte contre une malnutrition qui menace la vie des populations, et contre d'autres maladies aiguës liées à la sécheresse. Il a couvert la fourniture de soins de santé et d'une alimentation complémentaire et thérapeutique, une aide à l'élevage, l'approvisionnement en eau potable et la mise en place de systèmes sanitaires destinés à éviter la propagation des maladies liées à l'eau.

En outre, une aide a été apportée à 30 000 réfugiés somaliens dans cinq camps du sud-est de l'Éthiopie pour leur permettre de rentrer au pays. Cette aide au rapatriement volontaire comprenait la fourniture de vivres, d'un transport et d'une petite prime en espèces. ECHO a également financé, à court terme, l'approvisionnement en eau et la mise en place de structures sanitaires au Somaliland en faveur de ces rapatriés.

Gabon

Financement - 0,3 million €

En décembre 2001, le virus mortel Ebola a frappé le Gabon pour la quatrième fois en dix ans. Heureusement, cette nouvelle épidémie a été rapidement enrayée grâce à l'intervention rapide de Médecins sans frontières et de l'Organisation mondiale de la santé.

Guatemala, Honduras, Nicaragua et El Salvador

Financement - 5,028 millions €

Depuis trois ans, l'Amérique centrale connaît une forte perturbation de sa pluviosité, avec une sécheresse importante dans certaines régions et de véritables inondations dans d'autres. Ce climat inhabituel a nui aux récoltes et la baisse du rendement agricole, conjuguée aux difficultés économiques de la région, a encore augmenté l'insécurité alimentaire. Au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua, les fonds alloués par ECHO ont principalement servi à lutter contre la malnutrition. Ils ont également permis des distributions de vivres et de semences et contribué à l'amélioration des systèmes sanitaires et d'adduction d'eau potable. Suite aux deux tremblements de terre de forte amplitude qui ont fait de très nombreuses victimes et causé d'immenses dégâts dans le pays au début de 2001, ECHO a également fourni, en 2002, une assistance sous forme de formation à la reconstruction d'habitations dans les régions rurales du Salvador. Cette assistance a été apportée en complément des 10 millions € alloués au lendemain des séismes et cités dans le rapport annuel d'ECHO de l'année dernière.

Haïti

Financement - 0,4 million €

Une aide d'urgence a été apportée aux victimes des inondations provoquées par les pluies torrentielles du mois de mai. Les fonds ont servi à l'achat de fournitures d'urgence et de médicaments, à la construction de réseaux d'adduction d'eau et au rétablissement des services sanitaires.

Inde

Financement - 5 millions €

Le Rajasthan, deuxième État de l'Inde en termes de superficie et l'un des plus pauvres du pays, a connu, au cours du printemps et de l'été, une sécheresse prolongée qui s'est traduite par d'importantes pénuries d'eau et de nourriture. 80% des récoltes ont été perdues. ECHO est intervenu pour approvisionner plus de 100 000

personnes en eau potable, et quelque 350 000 en nourriture. D'autres projets ont été mis en place pour atténuer les effets des futures sécheresses. Au total, plus de sept millions de personnes ont bénéficié, directement ou indirectement, des programmes financés par cette décision. Une aide a également été apportée aux victimes du conflit au Cachemire et des violences dans l'État du Gujarat, de même qu'aux réfugiés Sri Lankais des camps au Tamil Nadu. Cette aide a porté sur la nourriture, des mesures sanitaires, un soutien psychologique et des projets dans le secteur de l'éducation pour les enfants touchés par les conflits.

Indonésie et Timor oriental

Financement - 5,475 millions €

Le Timor oriental étant désormais indépendant et sa stabilité ayant été rétablie, l'action de la Commission européenne dans ce pays évolue des secours d'urgence vers la réhabilitation et le développement. En 2002, tout en clôturant progressivement ses opérations au Timor oriental, ECHO a continué d'aider les 70 000 ressortissants de ce pays vivant encore dans des camps au Timor occidental (Indonésie). Il leur a assuré un soutien nutritionnel, l'approvisionnement en eau et l'éducation sanitaire, avec une priorité aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants. Cette aide comprenait également des fonds pour le retour volontaire au pays des familles déplacées originaires du Timor oriental.

En Indonésie, ECHO est venu en aide aux victimes des catastrophes naturelles et des troubles civils, qui ont provoqué le déplacement de plus de 1,3 millions de personnes à l'intérieur des frontières nationales. Bon nombre de ces personnes déplacées ont énormément souffert, notamment de malnutrition et de maladies. À Jakarta, les inondations ont provoqué de graves problèmes d'hygiène dans les bidonvilles. ECHO a contribué à l'amélioration des conditions de vie des groupes les plus vulnérables en leur assurant un approvisionnement en eau potable et installations sanitaires, en fournitures médicales, en vivres et d'autres articles de première nécessité.

Iran

Financement - 0,5 million €

Un tremblement de terre survenu le 22 juin dans le nord ouest du pays a laissé 237 morts, 1 300 blessés et 25 000 sans abri. Suite à cette catastrophe, ECHO a financé la mise en place d'infrastructures de base, en matière sanitaire et d'adduction d'eau, dans la région touchée.

Irak

Financement - 13 millions €

La situation humanitaire s'est progressivement détériorée en Irak depuis 1980, suite à deux conflits de grande envergure (la

guerre avec l'Iran et la guerre du Golfe) et aux dix années de rigoureuses sanctions internationales qui y ont fait suite. Les infrastructures de base, dont les services de santé en particulier, se sont totalement effondrés. Suite au manque d'investissements, le système éducatif et les réseaux d'assainissement et d'adduction d'eau sont dans un état lamentable. L'action humanitaire menée par ECHO avait pour but de compléter le programme "Pétrole contre nourriture" des Nations unies, qui permet au gouvernement irakien de vendre du pétrole en échange de denrées alimentaires et autres approvisionnements essentiels. ECHO a donc principalement mis l'accent sur la fourniture de soins de santé, d'eau potable et de structures sanitaires dans le centre et le sud du pays, où les besoins étaient les plus urgents. ECHO a été, en 2002, la principale source d'aide extérieure en Irak.

Kenya

Financement - 2,5 millions €

Le faible niveau de pluie enregistré en 2001 dans le nord et le nord-ouest du Kenya n'a pas permis la relance de la production agricole après la sécheresse catastrophique de 1999-2000. ECHO a ciblé son assistance sur la population pastorale (70 000 personnes) avec des actions visant à lui apporter une aide dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'élevage et des systèmes sanitaires et d'adduction d'eau.

Laos

Financement - 1,13 millions €

ECHO a fourni, au Laos, une aide humanitaire aux personnes déplacées vulnérables et aux victimes éventuelles des politiques de réinstallation. On peut citer, parmi les actions financées, l'amélioration des systèmes d'assainissement et d'adduction d'eau, la construction d'une route d'accès, la distribution de kits sanitaires et l'information concernant les risques liés aux mines. L'un des objectifs sous-jacents était de faciliter l'accès des minorités ethniques à des moyens d'existence durables, en alternative à la réinstallation. Des fonds ont, par ailleurs, été affectés au déminage et à l'éducation sanitaire des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Madagascar

Financement - 1 million €

La Commission a fourni une aide destinée à lutter contre une invasion majeure de sauterelles vertes menaçant les récoltes dans les provinces méridionales de Madagascar. Les fonds ont servi à l'achat d'insecticides et à la pulvérisation, par hélicoptère, des aires de reproduction de ces animaux.

Un soutien vital pour les hôpitaux

Après plus d'une décennie de conflits en Somalie, la plupart des centres de santé et des services sociaux se sont effondrés. Pourtant, la violence continue génère un flot perpétuel de blessés nécessitant une aide médicale. Rien qu'à Mogadiscio, on dénombre quelque 5000 personnes atteintes par balles ou blessées au couteau chaque année.

ECHO a financé un programme du CICR pour trois hôpitaux procédant à des opérations chirurgicales d'urgence en temps de guerre. D'autres cas d'urgence comme les victimes d'accidents de la route sont également traités. Depuis 1999, à peu près 11 000 personnes ont pu bénéficier d'une opération chirurgicale ou d'un autre traitement grâce à ce programme - probablement la plus importante mission d'aide aux blessés de guerre pour le CICR dans le monde.

Un autre hôpital (SOS-Kinderdorf) dispose de services pédiatriques et d'une maternité, financés par ECHO. Cela inclut un programme nutritionnel étendu pour les enfants et les mères enceintes. A peu près 75 000 d'entre eux ont bénéficié de ces services entre 2001 et 2002.



GARDE DE NOURRISONS DANS UN HÔPITAL DE MOGADISCIO

Mexique

Financement - 1 million €

L'aide d'ECHO était destinée aux populations vulnérables de la région des Chiapas, où les conséquences du soulèvement de 1994 sont encore durement ressenties. Le nombre de personnes déplacées reste important et, parmi celles qui sont rentrées chez elles, beaucoup ont encore un urgent besoin d'aide nutritionnelle et sanitaire. Les fonds ont servi à fournir des rations alimentaires et des services médicaux à 30 000 personnes environ, et à former les exploitants à des techniques d'agriculture durable.

Moyen-Orient

Financement - 35 millions €

ECHO a continué d'apporter une aide substantielle à l'amélioration des conditions de vie des populations vivant dans les territoires palestiniens occupés et des populations palestiniennes les plus vulnérables (réfugiées ou non réfugiées) vivant en Jordanie, au Liban et en Syrie. Après plusieurs mois de violence, la situation économique et sociale des Palestiniens s'est fortement détériorée. Les pertes d'emplois engendrées par le bouclage des territoires et les restrictions de circulation ont contribué à accroître les difficultés et on a constaté une forte augmentation du nombre d'enfants sous-alimentés, de même qu'une augmentation de l'incidence de maladies évitables.

Une partie du financement d'ECHO a servi à l'aide nutritionnelle, au traitement psychosocial des enfants et des adolescents, à la formation du personnel médical et à l'éducation sanitaire.

D'autres fonds ont été utilisés pour répondre aux besoins de Palestiniens vulnérables vivant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza par la distribution de denrées alimentaires, de médicaments, de matériel médical, de kits sanitaires, de combustible pour la cuisine et d'autres produits de première nécessité. ECHO a également contribué au rétablissement des approvisionnements en eau potable, et à l'élargissement de la couverture médicale. Il convient de citer, parmi les zones spécifiques d'action, Jenin, qui a souffert de destructions majeures suite aux incursions de l'armée israélienne, et Ramallah, dont l'hôpital a été confronté à une forte pénurie de médicaments.

Myanmar (Birmanie) et Thaïlande

Financement - 8,965 millions €

ECHO a maintenu son aide vitale aux réfugiés birmanais vivant dans les régions frontalières de la Thaïlande. Outre les approvisionnements alimentaires de base, ECHO a financé l'amélioration des infrastructures sanitaires, la formation sanitaire et à la santé, la vaccination et l'adduction d'eau potable.

Au Myanmar proprement dit, ECHO a participé aux efforts de lutte contre la malaria en fournissant des médicaments et en améliorant les systèmes d'assainissement et d'adduction d'eau.

Népal/Bhoutan

Financement - 3,675 millions €

Le sort dramatique de plus de 100 000 bhoutanais réfugiés dans des camps du sud-est du Népal est au nombre des "crises humanitaires oubliées". Interdits de travailler et de cultiver la terre en dehors des camps, ils ne survivent que grâce aux rations acheminées par le biais du Programme Alimentaire Mondial. Or, celui-ci éprouve, depuis deux ans, une difficulté croissante à assurer un approvisionnement adéquat. ECHO a donc affecté 2 millions € à l'achat de denrées alimentaires sur le marché local.

Le solde a servi à aider les populations népalaises affectées par le conflit interne entre les forces gouvernementales et les rebelles maoïstes. Pas moins de 5 000 personnes ont été tuées depuis novembre 2001 et l'économie subit de plein fouet l'impact de cette crise. Aux confins occidentaux du pays, le système de santé est mis à rude épreuve par le déplacement

massif des populations touchées par le conflit. ECHO a participé au financement d'activités destinées à protéger les populations contre le harcèlement et l'intimidation, l'accent étant mis sur le rétablissement des contacts familiaux et la promotion du droit humanitaire international. L'assistance a également été axée sur les soins de santé primaires.

Ouganda

Financement - 2,12 millions €

On estime à un million le nombre de personnes déplacées dans les districts du nord et de l'est de l'Ouganda, suite à l'instabilité locale, à la violence des groupes armés, et à la guerre civile qui sévit dans les pays voisins (Soudan et RDC). Cette insécurité généralisée est à l'origine de la concentration de milliers de personnes dans des périmètres restreints, où les services de base sont inadéquats, voire inexistants. Cette situation, déjà précaire, a encore été aggravée par les récentes sécheresses.

ECHO vient en aide aux plus vulnérables, parmi lesquels, les personnes déplacées et les communautés qui les accueillent, en leur assurant des soins de santé primaires, de l'eau potable et des installations sanitaires adéquates.

Des fonds ont également été affectés à la réinsertion sociale des enfants soldats.

Paraguay

Financement - 0,92 million €

Deux années de sécheresse dans l'ouest du Paraguay ont mis en péril la vie de 200 000 personnes, parmi lesquelles des communautés indigènes pratiquant une agriculture de subsistance, la sylviculture et la chasse.

ECHO a fourni des vivres et de l'eau potable à 32 000 personnes particulièrement vulnérables vivant en régions rurales, ainsi que des médicaments de base pour le traitement des affections respiratoires, de la tuberculose et des maladies parasitaires.

Pérou et Bolivie

Financement - 1,3 millions €

Le sud du Pérou et le département de Potosí, en Bolivie, ont connu en juillet de fortes tempêtes de neige et des températures extrêmement basses. ECHO a fourni une aide d'urgence pour la réhabilitation de 500 logements, la protection de 50 000 têtes de bétail et la préparation des populations locales à réagir aux catastrophes naturelles.

Russie (Fédération de)/Caucase du Nord

Financement - 28 millions €

Le deuxième conflit armé qui s'est amorcé en Tchétchénie en 1999 est à l'origine d'un déplacement massif de ressortissants tchétchènes dans le nord du Caucase. On compte actuellement quelque 140 000 personnes déplacées à l'intérieur des frontières tchétchènes, 120 000 environ en Ingouchie et 5 000 au Daghestan. L'absence totale de sécurité constitue la principale entrave à un retour à la vie normale en République tchétchène. Les personnes déplacées à l'intérieur du territoire continuent de dépendre de l'aide humanitaire. Avec la nouvelle poussée de violence observée tout au long de l'année 2002, il est clairement apparu que le retour de la plupart de ces personnes déplacées n'était pas envisageable dans des conditions acceptables.

Les organismes humanitaires opérant dans la région ont continué de se heurter à des difficultés d'accès, essentiellement à l'intérieur même de la Tchétchénie, et n'ont donc pas pu fournir une assistance conforme aux principes humanitaires les plus élémentaires.

Les fonds mis à disposition par ECHO ont principalement servi à répondre aux besoins primaires des personnes vulnérables touchées par le conflit, à l'intérieur de la Tchétchénie ou déplacées dans des républiques voisines.

ECHO a financé l'approvisionnement en vivres, en abris et en articles non alimentaires (couchages, tentes, vêtements, etc.); la fourniture d'eau, de systèmes sanitaires et de médicaments; et la mise en place de services de protection, d'un soutien psychosocial et de conseils juridiques. ECHO est la principale source d'aide humanitaire aux victimes du conflit en Tchétchénie.

Sahara occidental

Financement - 14,34 millions €

ECHO a maintenu son aide aux 155 000 réfugiés originaires du Sahara occidental qui vivent dans la région de Tindouf, en Algérie, et dont les difficultés de vie sont rarement évoquées dans la presse internationale. En exil depuis vingt sept ans, ils sont hébergés dans quatre grands camps au sud-ouest de l'Algérie et dépendent largement de l'aide internationale pour survivre.

Le programme ECHO a eu pour objectif principal de diversifier le régime alimentaire des réfugiés en y apportant des compléments alimentaires tels que du thon, du maïs grillé et du lait en poudre. Par ailleurs, pour soutenir l'action du PAM, chargé de la fourniture des denrées alimentaires de base, ECHO a financé des approvisionnements d'orge, de riz, de légumineuses et de farine de blé. Il a également apporté son aide à la production locale d'œufs, à l'élevage du bétail et à la distribution de farine de blé sans gluten, pour les enfants souffrant de troubles digestifs.

En ce qui concerne les "articles non alimentaires", ECHO finance la plus grande partie des médicaments fournis aux réfugiés, ainsi que l'achat de tentes, de couvertures et de vêtements.

Sénégal

Financement - 0,75 million €

ECHO finance une campagne intensive de vaccination d'urgence contre la fièvre jaune (1,6 million de personnes), suite à une importante poussée épidémique de la maladie en septembre.

Sierra Leone, Guinée, Liberia

Financement - 19 millions €

Ces trois pays de la côte ouest africaine ont connu, au cours des douze dernières années, des troubles divers, ayant provoqué des destructions massives, d'immenses déplacements de populations et la détérioration générale des services de base.

En 2002, c'est le Liberia qui a été le principal foyer d'instabilité de la région. En Sierra Leone et en Guinée, la situation a continué de se stabiliser, même si les effets de la longue guerre civile sont encore perceptibles en Sierra Leone. Le pays compte encore quelque 550 000 personnes déracinées, tandis que près

de 200 000 ressortissants de Sierra Leone et du Liberia sont enregistrés comme réfugiés en Guinée. Beaucoup de ceux qui sont rentrés en Sierra Leone depuis août 2001 (ils sont estimés à 75 000) ont toujours besoin d'aide humanitaire, et des besoins supplémentaires ont été identifiés dans des zones du pays inaccessibles jusque là.

ECHO a financé des soins de santé primaires, de même que des mesures de lutte contre la malnutrition. Étant donné le nombre considérable de personnes déplacées dans la région, l'accent a été mis sur la fourniture de matériel pour la construction d'abris et d'articles non alimentaires tels que des couvertures et des ustensiles de cuisine. L'eau et l'hygiène ont également été des secteurs prioritaires d'intervention, les actions visant une augmentation de la distribution d'eau potable, l'amélioration des systèmes d'assainissement et la promotion de l'hygiène par le biais de l'éducation et de la formation, au niveau des communautés locales.

Somalie

Financement - 4,5 millions € (ECHO Flight non compris)

La Somalie reste confrontée à l'une des situations humanitaires les plus graves dans le monde. Les infrastructures de base ont été détruites et une succession de sécheresses et d'inondations ont encore augmenté les besoins, déjà immenses, engendrés par une crise interne qui dure depuis plus de dix ans.

ECHO a financé une série d'actions humanitaires, parmi lesquelles des projets visant à améliorer les soins de santé primaires, à réhabiliter des systèmes d'adduction et d'assainissement d'eau et à atténuer la malnutrition aiguë. Un accent particulier a été mis, dans le centre et le sud du pays, sur une réponse aux besoins nutritionnels et sanitaires des groupes les plus vulnérables de la population, par la distribution urgente de semences et d'outils, par l'apport d'un soutien vétérinaire et par le traitement des victimes du choléra.

Sri Lanka

Financement - 8,3 millions €

Après dix-neuf années de combats, le cessez-le-feu signé en février entre le gouvernement et les séparatistes tamouls a apporté un nouvel espoir de paix. Il a également donné le signal d'un retour en masse de personnes déplacées vers leur région d'origine, estimées à près de 200 000, en 2002. ECHO a maintenu son soutien à un projet du CICR visant à assurer une liaison maritime cruciale avec la péninsule de Jaffna. Le bateau a servi à acheminer des fournitures médicales et autres vers cette zone où 900 000 personnes étaient littéralement coupées du reste du pays, jusqu'à la réouverture de l'axe routier nord-sud.

Une fois la trêve conclue, un financement supplémentaire a été mobilisé pour aider les rapatriés à se réinstaller dans leur



Movimondo

León au Nicaragua, montre que la préparation aux catastrophes peut être efficace. Le projet, mis en œuvre par l'ONG italienne Movimondo, avait pour devise " mieux vaut prévenir que guérir ". Il avait pour mission d'aider les autorités nicaraguayennes à améliorer une loi existante sur la prévention, l'atténuation et la gestion des catastrophes naturelles. La surveillance scientifique des risques de tremblements de terre et d'éruptions volcaniques a été améliorée et un système de diffusion de messages d'alerte à la population a été mis en place. Des réservoirs d'eau ont été construits pour augmenter les capacités de stockage dans une zone sujette à la sécheresse. Des efforts ont également été consentis pour instaurer une " culture " de prévention des catastrophes, par la distribution massive de matériels d'information, la mise en place d'un centre d'information sur les risques naturels dans la région, des cours dans les écoles et des actions de formation pour les adultes. Une fois dotée des compétences nécessaires, la population locale s'est révélée prête et en mesure de se préparer efficacement à faire face aux catastrophes. " Jusqu'à présent j'avais peur des tremblements de terre, mais maintenant je sais pourquoi ils se produisent et ce que je dois faire dans un tel cas " a expliqué Mercedes, une élève de l'une des écoles locales. Juan, un autre participant, a précisé que : " pendant longtemps la population de Tololar ne comprenait pas ces phénomènes naturels et ne savait pas ce qu'il fallait faire pour s'y préparer. Maintenant, nous avons un plan d'urgence local, ce qui veut dire que nous sommes mieux préparés à agir avant et pendant n'importe quelle situation d'urgence ". En 1998, Tololar a été gravement endommagée par une coulée de boue après, le passage de l'ouragan Mitch, et 24 habitants ont été tués.

FORMATION DE LA POPULATION LOCALE À LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES UNE FORMATION ESSENTIELLE, QUI POURRAIT AIDER À SAUVER DES VIES.

La préparation aux catastrophes porte ses fruits

La préparation aux catastrophes porte ses fruits. Durant les vingt dernières années, le Nicaragua a été frappé par des inondations, des sécheresses, des éruptions volcaniques, un raz-de-marée, un tremblement de terre et quatre cyclones, y compris Mitch, l'un des ouragans les plus dévastateurs de l'histoire de l'Amérique centrale. Pays en voie de développement, le Nicaragua a du mal à mobiliser les ressources nécessaires pour se préparer à faire face à ces éventuelles catastrophes naturelles et à remédier à leurs conséquences. Une action pilote financée par le programme DIPECHO, dans les régions de Chinandega et

région d'origine, où les habitations et les infrastructures avaient été détruites ou endommagées durant la guerre civile. On estime à 600 000 le nombre de mines non explosées disséminées dans les anciennes zones de combats, ce qui constitue une menace pour ceux qui y vivent et ceux qui y reviennent. ECHO a donc également participé au financement de travaux de déminage et de campagnes de sensibilisation aux mines.

Soudan

Financement – 18 millions €

La population continue de souffrir, alors que la guerre civile entre le gouvernement soudanais et les groupes armés qui contrôlent la plus grande partie du sud du pays, entre dans sa dix-neuvième année. La situation s'est encore aggravée suite au refus d'accès des travailleurs humanitaires à de vastes zones du pays et à des périodes récurrentes de sécheresse et d'inondation qui compromettent la sécurité alimentaire et favorisent la propagation de maladies graves. On estime à quatre millions (13% de la population) le nombre de personnes déplacées à l'intérieur des frontières nationales. Les fonds mis à disposition par ECHO en 2002 ont été principalement consacrés à la prévention d'une précarisation supplémentaire des catégories les plus vulnérables de la population, avec un accent particulier sur les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les domaines prioritaires ont été la santé et la nutrition (660 000 bénéficiaires), l'eau et l'hygiène (350 000 bénéficiaires supplémentaires), la sécurité alimentaire, la préparation aux situations d'urgence et l'appui logistique aux interventions humanitaires et à des mandats spéciaux.

Tadjikistan

Financement - 10 millions €

Une aide humanitaire soutenue a été apportée aux victimes de la pire sécheresse que le Tadjikistan ait connue depuis 75 ans - catastrophe qui met encore davantage à l'épreuve les mécanismes de survie des 6,5 millions d'habitants (dont 85% vivent en dessous du seuil de pauvreté) d'un pays qui tente de se remettre de la guerre civile.

L'un des éléments clés du programme ECHO en faveur des victimes de cette crise largement oubliée a été le financement d'une aide alimentaire de base pour 55 000 personnes, parmi lesquelles 15 000 enfants souffrant de forte malnutrition. ECHO s'est également attaché à améliorer l'accès à l'eau potable et aux soins de santé, dans le but de réduire le taux de mortalité lié aux épidémies de maladies infectieuses.

Tanzanie

Financement - 27 millions €

ECHO a maintenu son appui à la gestion des camps de réfugiés en Tanzanie, qui hébergent près d'un demi million de personnes ayant fui les conflits dans les pays voisins. Il s'agit du nombre de réfugiés le plus élevé d'Afrique, voire du monde. La plupart des personnes qui vivent dans ces camps sont originaires du Burundi et de la République démocratique du Congo. Les fonds ont été affectés à un large éventail d'activités menées notamment dans les domaines suivants: aide alimentaire, logistique, eau/hygiène, santé, nutrition, hébergement et protection. ECHO est le participant le plus important au programme du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés en Tanzanie, puisqu'il a acheminé une aide humanitaire représentant plus de 90 millions €, vers les camps, depuis 1999.

Vietnam

Financement - 1,195 millions €

ECHO est venu en aide aux victimes des tempêtes tropicales, des glissements de terrain et des inondations qui ont frappé le Vietnam en juillet. L'aide a notamment porté sur l'amélioration des installations hydriques et sanitaires et sur la formation à l'hygiène personnelle et à la nutrition, dans le but de réduire les épidémies. Les fonds ont également permis de remédier à

une importante pénurie de stocks de vaccins diphtérie-coqueluche-tétanos.

Yémen

Financement – 1,59 million €

Le Yémen est une société essentiellement rurale. Une grande partie de sa population n'a pas accès aux services de base et est soumise à des conditions climatiques extrêmes. Le pays souffre encore des conséquences de la guerre civile, qui s'est terminée en 1994, et les besoins humanitaires y sont considérables, surtout dans les régions isolées. Depuis 1998, la stratégie d'ECHO est de cibler ces régions isolées. En 2002, une aide a été fournie pour la modernisation des établissements de soins de santé primaires et la fourniture de médicaments; 110 000 personnes en ont bénéficié. Les fonds ECHO ont également permis à quelque 24 500 personnes de disposer d'eau potable.

Autres décisions de financement

Programme de prévention et de préparation aux catastrophes (DIPECHO)

Financement - 8 millions €

ECHO a lancé le programme DIPECHO en 1997 pour aider à la préparation des populations des régions exposées à des risques de catastrophe naturelle et pour soutenir des mesures pratiques destinées à atténuer ces risques. Les fonds sont affectés à des projets de formation, de renforcement des capacités, de mobilisation et d'alerte rapide, ainsi qu'à l'organisation des services de secours. En 2002, la Commission a pris deux décisions d'un total de 8 millions € destinés à des projets en Amérique du Sud, en Amérique centrale et en Asie du Sud-Est (voir détails en page 12).

ECHO Flight

Financement - 8,4 millions €

Depuis sa base de Nairobi et ses pistes auxiliaires de Mogadiscio et Hargeisa (Somalie), Mandera (Kenya) et Goma (RDC), ECHO Flight a continué d'assurer gratuitement ses services de transport aérien aux organismes d'aide menant des programmes de secours d'urgence et de développement en Somalie, dans le nord est du Kenya et en République Démocratique du Congo (RDC). La flotte de cinq aéronefs de faible tonnage a assuré des vols réguliers permettant les transports de personnel et de fret.

Depuis le démarrage de ses activités en mai 1994, ECHO Flight a plus de 50 000 missions à son actif et a acheminé plus de 200 000 membres de personnel humanitaire et 6 000 tonnes de vivres et de fournitures médicales vers des populations parmi les plus vulnérables de la planète. ECHO Flight a également effectué plus de 200 opérations d'évacuation d'urgence pour raisons médicale ou de sécurité.

UNHCR

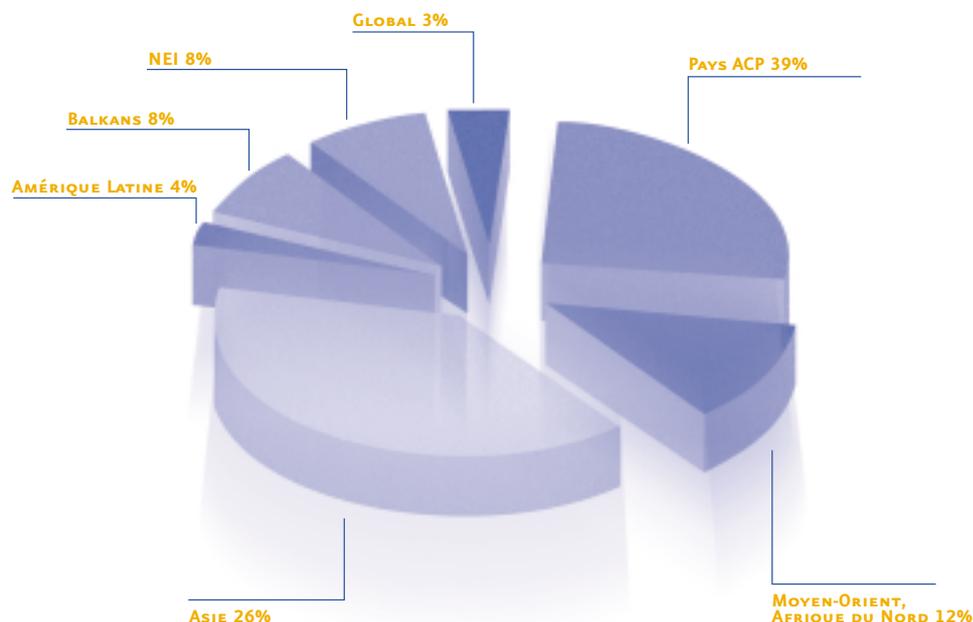
Financement - 11 millions €

ECHO a contribué au financement de programmes du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés dans les domaines de la protection, de l'enregistrement et de la sécurité du personnel dans les pays qui accueillent des réfugiés et, plus particulièrement, en Afrique. Durant ces dix dernières années, l'UNHCR a été le partenaire principal d'ECHO au sein du système des Nations unies. Les réfugiés en quête d'une protection internationale se trouvent confrontés à des difficultés de plus en plus nombreuses: fermetures de frontières, arriérés importants de l'instruction des demandes d'asile ou renvoi dans leur pays d'origine où ils sont exposés aux persécutions et d'autres dangers. L'UNHCR élabore un système uniformisé, à l'échelle mondiale, pour l'enregistrement des réfugiés.

Faits & chiffres

Décisions de financement au titre de l'aide humanitaire en 2002, par région

PAYS/REGION	DÉCISIONS EN MILLIERS D'€	PAYS/REGION	DÉCISIONS EN MILLIERS D'€
AFRIQUE, CARAIBES, PACIFIQUE	211.150	ASIE	137.969
Afrique australe	30.000	Afghanistan/Pakistan/Iran	73.254
Angola	12.000	Cambodge	5.500
Burkina Faso, Tchad	0.175	Chine/Tibet	4.450
Burundi	17.500	Corée du Nord	21.025
Caraïbes/Pacifique	0.605	Inde	5.000
Congo (République Démocratique du)	38.100	Indonésie	3.540
Côte d'Ivoire	1.500	Laos	1.130
ECHO Flight	8.400	Myanmar (Birmanie)	3.500
Erythrée	1.750	Népal/Bhoutan	3.675
Ethiopie	7.750	Sri Lanka	8.300
Gabon	0.300	Thaïlande	5.465
Kenya	2.500	Timor occidental	1.935
Madagascar	1.000	Vietnam	1.195
Malawi	1.500		
Ouganda	2.120	AMÉRIQUE LATINE	19.646
Sénégal	0.750	Amérique Centrale (El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua)	5.028
Sierra Leone, Guinée, Liberia	19.000	Bolivie, Pérou	1.300
Somalie	4.500	Brésil	0.350
Soudan	18.000	Colombie	9.200
Tanzanie	27.000	Cuba	0.600
UNHCR (Afrique)	11.000	Equateur	1.248
Zambie	3.000	Mexique	1.000
Zimbabwe	2.000	Paraguay	0.920
Divers	0.700		
		DIPECHO	8.000
EUROPE DE L'EST/NIS	83.500	Asie Sud-Est et Amérique Centrale	6.360
Arménie, Géorgie	2.500	Communauté Andine	1.640
Balkans de l'Ouest			
(Serbie, Kosovo, ARYM)	43.000	AUTRES DEPENSES	13.595
Caucase du nord (crise tchétchène)	28.000	Experts ECHO sur place	8.000
Tadjikistan	10.000	Subventions (formation et études)	1.800
		Information	1.350
AFRIQUE DU NORD/MOYEN-ORIENT	63.930	Evaluation	1.000
Irak	13.000	Divers	1.445
Moyen-Orient (Palestine)	35.000		
Sahara occidental (réfugiés)	14.340	TOTAL	537.790
Yemen	1.590		



Faits & chiffres

22



Organisations signataires du Contrat Cadre de Partenariat avec ECHO

ALLEMAGNE: ACTION MEDEOR, ADRA, ARBEITER-SAMARITER-BUND, CARE DEUTSCHLAND, DÄZ, DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE, DEUTSCHER CARITASVERBAND, DEUTSCHES ROTES KREUZ, DIAKONIE DER EVANGELISCHEN KIRCHE, HELP, JOHANNITER-UNFALLHILFE, KINDERBERG INTERNATIONAL HUMANITARIAN HILFSORGANISATION, LAZARUS HILFSWERK, MALTESER HILFSDIENST, MEDICO INTERNATIONAL, WORLD VISION DEUTSCHLAND.

AUTRICHE: AUSTRIAN HELP PROGRAM, CARE ÖSTERREICH, CARITAS AUSTRIA, MALTESER HOSPITAL DIENST, HILFSWERK AUSTRIA-AUSTRIAN ASSOCIATION FOR DEVELOPMENT AND COOPERATION, ÖSTERREICHISCHES ROTES KREUZ, SOS-KINDERDORF INTERNATIONAL.

BELGIQUE: CARITAS SECOURS INTERNATIONAL, CAUSES COMMUNES, CROIX ROUGE DE BELGIQUE, FONDS MEDICAL TROPICAL (FOMETRO), HANDICAP INTERNATIONAL, IEDER VOOR ALLEEN, MEDECINS SANS FRONTIERES/ARTSEN ZONDER GRENZEN, MEMISA BELGIUM, OXFAM-SOLIDARITE, SOLIDARITE LIBERALE INTERNATIONALE, VETERINAIRES SANS FRONTIERES-BELGIQUE.

DANEMARK: ADVENTIST DEVELOPMENT AND RELIEF AGENCY (ADRA), ASF DANSK FOLKEHJÆLP, CARITAS DENMARK, DANSKE FLYGTNINGHJÆLP (DANISH REFUGEE COUNCIL), DANSK RODE KORS, FOLKEKIRKENS NODHJÆLP-DANCHURCHAID, MISSION ØST, RED BARNET-DENMARK.

ESPAGNE: ASAMBLEA DE COOPERACION POR LA PAZ (ACP), ASOCIACION PARA LA COOPERACION CON EL SUR LAS SEGOVIAS (ACSUR), ACCION CONTRA EL HAMBRE, ASOCIACION NAVARRA NUEVO FUTURO, AYUDA EN ACCION, CARITAS ESPAÑOLA, CENTRO DE COMUNICACION, INVESTIGACION Y DOCUMENTACION EUROPA-AMERICA LATINA (CIDEAL), CODESPA, COMITE INTERNACIONAL DE RESCATE, CRUZ ROJA ESPAÑOLA, ENTRECULTURAS FE Y ALEGRIA, FARMACEUTICOS SIN FRONTERAS, GEOLOGOS DEL MUNDO, INTERMON, MEDICOS DEL MUNDO-E, MEDICOS SIN FRONTERAS-E, MEDICUS MUNDI ESPAÑA, MOVIMIENTO POR LA PAZ, EL DESARME Y LA LIBERTAD (MPDL), NOUS CAMINS, PAZ Y TERCER MUNDO, SOLIDARIDAD INTERNATIONAL.

ETATS UNIS D'AMERIQUE: CATHOLIC RELIEF SERVICES, INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE, INTERNATIONAL ORTHODOX CHRISTIAN CHARITIES.

FINLANDE: FINNCHURCHAID, SOUMEN PUNAINEN RISTI (FINNISH RED CROSS).

FRANCE: ACTION CONTRE LA FAIM, ACTION D'URGENCE INTERNATIONALE, AGENCE D'AIDE A LA COOPERATION TECHNIQUE ET AU DEVELOPPEMENT (ACTED), AIDE MEDICALE INTERNATIONALE, ASSOCIATION POUR L'ACTION HUMANITAIRE, ATLAS LOGISTIQUE, AVIATION SANS FRONTIERES (ASF), CARE-FRANCE, COMITE D'AIDE MEDICALE ET DE PARRAINAGE SANS FRONTIERES, CROIX ROUGE FRANCAISE, DIA, ENFANTS DU MONDE/DROITS DE L'HOMME, ENFANTS REFUGIES DU MONDE, EUROPACT, FRANCE LIBERTES FONDATION DANIELLE MITTERRAND, HANDICAP INTERNATIONAL/ACTION NORD SUD FRANCE, INITIATIVE DEVELOPPEMENT, INTERAIDE, INTERVENIR, MEDECINS DU MONDE, MEDECINS SANS FRONTIERES, MISSION D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES ECONOMIES RURALES (MADERA), OEUUVRES HOSPITALIERES FRANCAISES DE L'ORDRE DE MALTE, PHARMACIENS SANS FRONTIERES COMITE INTERNATIONAL (PSFCI), PREMIERE URGENCE, SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS-FRANCE, SECOURS POPULAIRE FRANCAIS, SOLIDARITE PROTESTANTE FRANCE ARMENIE, SOLIDARITES, TELECOMS SANS FRONTIERES, TRIANGLE.

GRECE: EUROPEAN PERSPECTIVE, GREEK COMMITTEE FOR INTERNATIONAL DEMOCRATIC SOLIDARITY, HELLENIC INSTITUTE OF SOLIDARITY AND COOPERATION, HELLENIC RED CROSS, INSTITUTE OF INTERNATIONAL SOCIAL AFFAIRS, INTERNATIONAL ORTHODOX CHRISTIAN CHARITIES, KESSA DIMITRA-GR, MEDECINS DU MONDE.

IRLANDE: CONCERN WORLDWIDE, GOAL, IRISH RED CROSS SOCIETY, REFUGEE TRUST, TROCAIRE, WORLD VISION IRELAND.

ITALIE: ALISEI, AMICI DEI BAMBINI, ARCI CULTURA E SVILUPPO (ARCS), ASSOCIAZIONE ITALIANA AMICI DI RAOUL FOLLEREAU (AIFO), ASSOCIAZIONE ITALIANA PER LA SOLIDARIETA TRA I

Faits & chiffres

Organisations signataires du Contrat Cadre de Partenariat avec ECHO

POPOLI (AISPO), ASSOCIAZIONE PER LA PARTECIPAZIONE ALLO SVILUPPO (APS), ASSOCIAZIONE PER LA SOLIDARIETA INTERNAZIONALE IN ASIA (ASIA), ASSOCIAZIONE VOLONTARI PER IL SERVIZIO INTERNAZIONALE (AVSI), CARITAS ITALIA, CENTRO REGIONALE D'INTERVENTO PER LA COOPERAZIONE, CESVI COOPERAZIONE E SVILUPPO, CISV, COMITATO COLLABORAZIONE MEDICA (CCM), COMITATO DI COORDINAMENTO DELLE ORGANIZZAZIONI PER IL SERVIZIO VOLONTARIO (COSV), COMITATO EUROPEO PER LA FORMAZIONE E L'AGRICOLTURA (CEFA), COMITATO INTERNAZIONALE PER LO SVILUPPO DEI POPOLI (CISP), COOPERAZIONE INTERNAZIONALE (COOPI), COOPERAZIONE ITALIANA NORD SUD (CINS), COOPERAZIONE PER LO SVILUPPO DEI PAESI EMERGENTI (COSPE), CROCE ROSSA ITALIANA, CUAMM, EMERGENCY, GRUPPO DI VOLONTARIATO CIVILE (GVC), ISTITUTO DE COOPERAZIONE UNIVERSITARIA (ICU), ISTITUTO SINDACALE PER LA COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO (ISCOS), INTERSOS (ASSOCIAZIONE UMANITARIA PER L'EMERGENZIA), LVIA-ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE VOLONTARI LAICI, MOVIMENTO SVILUPPO E PACE, MOVIMONDO, TERRA NUOVA, UN PONTE PER..., TERRE DES HOMMES ITALIA, VISPE-VOLONTARI ITALIANI SOLIDARIETA PAESI EMERGENTI.

LUXEMBOURG: CARITAS, CROIX ROUGE LUXEMBOURG, MEDECINS SANS FRONTIERES-L.

NORVEGE: NORWEGIAN CHURCH AID, NORWEGIAN PEOPLE'S AID, NORWEGIAN RED CROSS, NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES: FEDERATION INTERNATIONALE DES SOCIETES DE LA CROIX ROUGE ET DU CROISSANT ROUGE (FICR), COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX ROUGE (CICR), ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM), ORDRE SOUVERAIN ET MILITAIRE DE ST. JEAN DE JERUSALEM, DE RHODES ET DE MALTE.

PAYS-BAS: CORDAID, CARE NEDERLAND, , HEALTH NET INTERNATIONAL, INTERCHURCH ORGANIZATION FOR DEVELOPMENT COOPERATION (ICCO), MEDECINS SANS FRONTIERES/ARTSEN ZONDER GRENZEN, HET NEDERLANDSE

RODE KRUIS, NOVIB (NETHERLANDS ORGANIZATION FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION), SAVE THE CHILDREN-NL, ZOA REFUGEE CARE (NL).

PORTUGAL: ASSISTENCIA MEDICA INTERNACIONAL (AMI), ASSOCIAÇÃO DE BENEFICENCIA LUSO-ALEMA, ASSOCIAÇÃO PARA A COOPERAÇÃO INTERCAMBIO E CULTURA (CIC), CRUZ VERMELHA PORTUGUESA, MEDICOS DO MUNDO, OIKOS-COOPERAÇÃO E DESENVOLVIMENTO.

ROYAUME UNI: ACTIONAID, AGA KHAN FOUNDATION, AGENCY FOR COOPERATION AND RESEARCH IN DEVELOPMENT (ACORD), THE AMAR INTERNATIONAL CHARITABLE FOUNDATION, BRITISH RED CROSS, CARE INTERNATIONAL UK, CATHOLIC AGENCY FOR OVERSEAS DEVELOPMENT (CAFOD), CHRISTIAN AID, CONCERN UNIVERSAL, CHRISTIAN OUTREACH RELIEF AND DEVELOPMENT (CORD), THE EUROPEAN CHILDREN'S TRUST, FOOD FOR THE HUNGRY, THE HALO TRUST, HELPAGE INTERNATIONAL, INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE, ISLAMIC RELIEF WORLDWIDE, MARIE STOPES INTERNATIONAL, MEDAIR UK, MEDICAL AID FOR PALESTINIANS, MEDICAL EMERGENCY RELIEF INTERNATIONAL (MERLIN), MERCY CORPS SCOTLAND, MINES ADVISORY GROUP (MAG), OCKENDEN INTERNATIONAL (OI), OXFAM UK, PLAN INTERNATIONAL UK, PROJECT HOPE, SAVE THE CHILDREN FUND UK, TEARFUND, VETAID UK, WORLD VISION UK.

SUEDE: CARITAS SWEDEN, CHURCH OF SWEDEN AID, DIAKONIA-SWEDEN, ERIKSHALPEN, INTERNATIONAL AID SWEDEN, PMU-IINTERLIFE, MEDECINS DU MONDE, SVENKA RODA KORSET, SWEDISH COMMITTEE FOR AFGHANISTAN, THE QANDIL PROJECT.

SUISSE: CARITAS-SUISSE, CROIX ROUGE SUISSE, MEDECINS SANS FRONTIERES-CH, HEKS (SWISS INTERCHURCHAID), INTERNATIONAL CATHOLIC MIGRATION COMMISSION (ICMC), TERRE DES HOMMES

Qui est qui chez ECHO

		Tel	Fax
DIRECTEUR	Costanza ADINOLFI	295 6711	295 4578
Assistant	Hervé DELPHIN	295 1820	295 4578
Conseiller Information et Communication	Giorgio GUARNERI	296 3362	295 4572
Audit Interne	Rony SABAH	299 2979	296 9842
ECHO 1 Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP)	Steffen STENBERG-JENSEN	299 2740	299 2877
ECHO 2 Pays d'Europe centrale et orientale et pays de la CEI, pays de la Méditerranée, Moyen-Orient.	Cornelis WITTEBROOD	295 7312	295 4551
ECHO 3 Asie, Amérique latine et centrale	Ruth ALBUQUERQUE	295 3420	295 4571
ECHO 4 Affaires générales; relations avec les Institutions Européennes, les partenaires et autres donateurs; support et coordination du planning; support général des crises majeures.	Michel ARRION	296 6761	299 2853
ECHO 5 Dispositifs ECHO, ressources humaines; IRM (informatique)	René GUTH	296 3749	299 1172
ECHO 6 Finances, Audit	Vijay BHARDWAJ	299 0889	295 7483

Si vous appelez de l'étranger, veuillez former le +32 2 avant le numéro correspondant. A l'intérieur de la Belgique, formez le 02 avant le numéro.

Une sage-femme dans les camps de réfugiés sahraouis

Qualifiée et bénévole

24

Ce n'est certainement pas l'argent qui motive Malluma Bukari, sage-femme du camp de Dahkla. Elle est bénévole comme nombre d'autres travailleurs sahraouis qui fournissent des services essentiels aux 155 000 réfugiés des camps du sud-ouest de l'Algérie. Les réfugiés du Sahara occidental sont victimes de l'une des crises les plus oubliées au monde. Au milieu des années 70, ils ont fui vers la région désertique de Tindouf en Algérie, au moment où les combattants du mouvement d'indépendance du Polisario se battaient avec les forces marocaines et mauritaniennes pour le contrôle de l'ex-colonie espagnole. Malgré un cessez-le-feu qui dure depuis une dizaine d'années entre le Maroc et le Polisario, la Mauritanie ayant abandonné toute prétention sur la partie méridionale du territoire, la recherche d'une solution permanente par les Nations unies s'est révélée vaine et les réfugiés sont encore et toujours bloqués dans les camps. La vie est dure dans cette partie éloignée du désert saharien où la température peut atteindre 60° C en été ; d'autant plus dure pour ceux qui vivent dans le wilaya (district administratif) de Dahkla confrontés à des problèmes spécifiques. Alors que les trois autres camps, Layoun, Smara et Auserd, sont relativement proches de Rabouni, le centre administratif sahraoui qui n'est lui-même qu'à une petite distance de Tindouf, Dahkla, par contre, est situé à 170 km de là. Pour y arriver, il faut compter un trajet de cinq heures en véhicule tout terrain sur des pistes désertiques et cahoteuses. Ce trajet est encore beaucoup plus long pour les camions qui apportent des vivres essentiels aux quelque 30 000 habitants. Dans l'hôpital local de Dahkla, l'ONG Terre des Hommes (Italie), avec l'aide financière d'ECHO, a récemment mis en place un projet de préservation de la santé de la mère et de l'enfant, de formation des infirmières et de fourniture des équipements médicaux essentiels. Malluma Bukari a pu profiter de cette formation destinée aux infirmières et aux sage-femmes et compléter ainsi le savoir-faire traditionnel qu'elle a acquis en vingt-cinq ans de pratique médicale. Elle nous a expliqué que les femmes sahraouies préfèrent accoucher à la maison. Les conditions dans les camps sont loin d'être idéales et une femme sur huit décède pendant l'accouchement



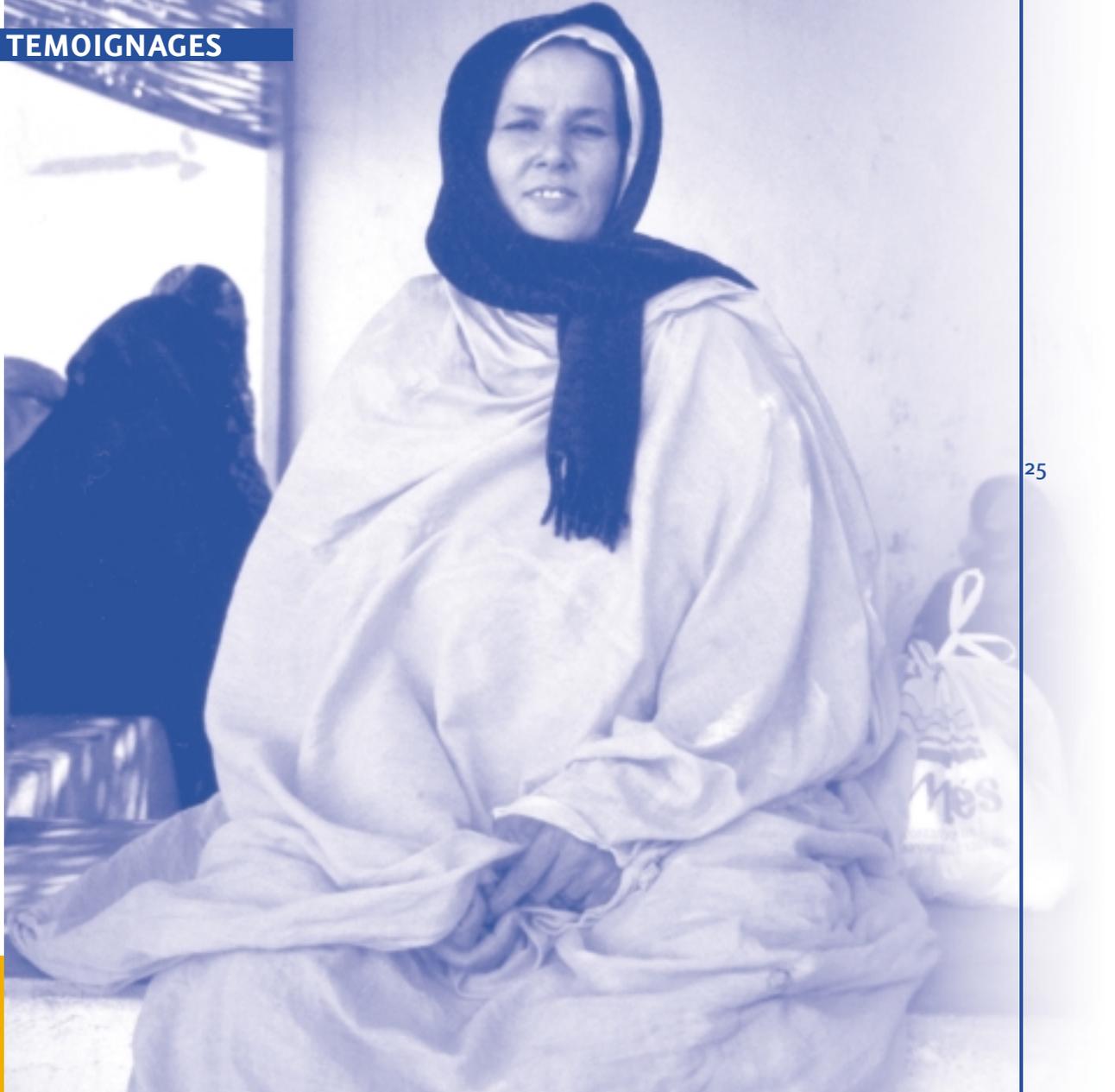
SALLE D'ACCOUCHEMENT DANS L'HÔPITAL DE DAHKLA.

ou dans les jours suivants. " Aujourd'hui, raconte-t-elle, les femmes se rendent de plus en plus compte du rôle utile que l'hôpital peut jouer, surtout si elles souffrent de complications pendant leur grossesse ".

" Ce projet nous a donné une vision globale des enjeux ", nous a-t-elle indiqué en se référant à la formation qu'elle venait de recevoir. " Nous avons appris à suivre le développement du fœtus, les problèmes qui peuvent surgir s'il ne se présente pas dans la bonne position et l'importance des soins postnatals. Maintenant nous donnons aux femmes des explications sur toutes ces choses-là, soit chez elles, soit dans les dispensaires des districts. " D'après les premiers renseignements obtenus, les effets du programme sont positifs. La mortalité maternelle est descendue à 8 %, chiffre que l'on



TENTES FINANCÉES PAR ECHO ET QUI SONT DISTRIBUÉES AUX RÉFUGIÉS SAHRAOUI, VICTIMES DE L'UNE DES CRISES LES PLUS OUBLIÉES AU MONDE.



MALLUMA BUKARI
 "NOUS AVONS APPRIS À
 SUIVRE LE DÉVELOPPEMENT
 DU FOETUS, LES
 PROBLÈMES QUI PEUVENT
 SURGIR S'IL NE SE
 PRÉSENTE PAS DANS LA
 BONNE POSITION ET
 L'IMPORTANCE DES SOINS
 POSTNATALS".

espère encore réduire. Outre les soins de maternité, l'hôpital assure toute une série de services médicaux vitaux pour la population de Dahkla.

Pour ECHO, soutenir le système de santé des Sahraouis est un objectif humanitaire primordial, ainsi que le reflète le financement apporté aux projets dans le domaine de la santé. En plus des projets spécifiques des ONG, ECHO finance la majeure partie des médicaments que reçoivent les résidents des camps et distribue des articles d'hygiène.

Préserver la santé des réfugiés est un élément qui est également pris en compte par ECHO dans le secteur alimentaire. Il fournit des produits "complémentaires" tels que le gofi (maïs grillé) et le lait en poudre, destinés à élargir la variété nutritionnelle du régime des réfugiés. Le Programme alimentaire mondial (PAM) se charge de coordonner la fourniture des "produits alimentaires de base", notamment céréales, légumineuses, huile et sucre. ECHO a également apporté son aide dans ce secteur en fournissant ces produits et en finançant un stock de sécurité

alimentaire afin de garantir une distribution régulière aux réfugiés, même en cas d'approvisionnements irréguliers.

L'aide qu'ECHO apporte depuis longtemps aux réfugiés sahraouis témoigne de la solidarité européenne envers les populations les plus vulnérables dans le monde. En remplissant son mandat de fournir une aide impartiale aux populations qui en ont le plus besoin, l'Office n'oublie jamais qu'une attention particulière doit être consacrée aux victimes des crises humanitaires "oubliées", dont le sort n'attire que rarement l'attention des médias internationaux.

Malluma Bukari a été très reconnaissante de la formation qu'elle a reçue et qui lui permet maintenant de devenir une infirmière qualifiée. Pour elle, son travail de bénévole pendant vingt-cinq ans dans le secteur de la santé a été un "devoir humanitaire", mais elle aimerait maintenant pouvoir enfin gagner de l'argent et améliorer sa situation. Elle reflète l'espoir de tous les réfugiés qui veulent revenir à une vie normale après tant d'années d'exil.

Éruption du volcan "El Reventador" en Équateur

Brusquement, le ciel est devenu noir

26

Si l'éruption du volcan "El Reventador" dans le Nord de l'Équateur, le 3 novembre 2002, n'a fait que peu de victimes, elle a pourtant provoqué d'importants besoins en aide humanitaire dans la région sinistrée, causant de nombreux dégâts matériels et appauvrissant davantage encore les populations locales qui se trouvaient déjà dans une situation très précaire. L'épaisse couche de cendres qui a recouvert la région environnante a endommagé les maisons de populations comptant parmi les plus pauvres du pays, provoquant l'effondrement de bon nombre de toits. ECHO a pris immédiatement une première décision d'intervention d'urgence et alloué 448.000 euros pour soutenir des opérations d'aide à 7.000 familles.

Maria Juana Oña (30 ans) vit depuis 18 ans à Pambamarquito, dans le district de Pichincha. "Je venais de sortir pour chercher le bétail lorsque brusquement le ciel est devenu noir. J'ai pensé que nous allions avoir un orage, mais peu après un épais nuage s'est abattu sur nous", a-t-elle raconté aux travailleurs de la Croix-Rouge espagnole visitant son village. "Mon mari m'a dit que c'était de la cendre. J'ai essayé de me protéger avec un plastique, mais j'ai été bien vite couverte de cendres. Celle-ci a continué à tomber pendant deux jours et deux nuits."

Pambamarquito a été recouvert d'un manteau de cendres de dix centimètres. Plusieurs milliers de personnes ont dû être évacuées et beaucoup ont souffert de problèmes respiratoires et oculaires causés par les gaz et les projections du volcan. Les cinq enfants de Maria Juana sont tombés malades. "Ils ont eu des boutons, les yeux rouges et des symptômes de grippe. Deux mois après l'éruption, nous sommes toujours malades. Nous avons mal à la gorge parce qu'il y a encore beaucoup de vent et de cendres."

Maria Juana a reçu, pour ses enfants, des kits de la Croix-Rouge financés par ECHO, contenant des produits d'hygiène, du matériel de protection ainsi que de l'eau, car beaucoup de sources d'eau potable ont été polluées. Mais la chose la plus importante a été la nourriture. "On nous a donné des produits tels que du riz, du thon, des pâtes et de l'huile, ce qui nous a permis d'avoir quelque chose à manger. Mais nous avons aussi besoin d'herbe, de bananes vertes et d'aliments pour nos animaux."

Les animaux sont un bien précieux pour les habitants de la Sierra, surtout pour les femmes qui

Armando Alvarez Sanchez, Cruz Roja Ecuatoriana



se consacrent principalement à la culture et à l'élevage, tandis que les hommes travaillent le plus souvent dans la construction. Maria Juana a perdu tout son bétail pendant l'éruption. "J'avais trois vaches, dix chèvres et 20 cochons d'Inde. Ils sont tous morts car ils n'avaient rien à manger. Nous ne savions que faire, tout était recouvert de cendre et nous étions désespérés. J'ai lavé l'herbe avant de la leur donner, mais ils sont morts quand même." L'aide distribuée par la Croix-Rouge a facilité la vie de Maria Juana, qui a exprimé sa gratitude à l'Europe pour cette marque de solidarité: "Nous n'avions pas suffisamment à manger et cette aide a été d'un grand secours pour nous. Nous sommes heureux de savoir qu'on ne nous a pas oubliés."

CES VICTIMES DE L'ÉRUPTION VOLCANIQUE ONT BÉNÉFICIÉ D'UNE AIDE D'URGENCE FINANCÉE PAR ECHO.

Armando Alvarez Sanchez, Cruz Roja Ecuatoriana



ÉRUPTION DU VOLCAN EL REVENTADOR.

Un projet d'eau potable au Tadjikistan

Conduire le ruisseau au village

Durant l'été, Nigora, comme la plupart des enfants de Savda, allait souvent jouer près du ruisseau, à deux kilomètres environ de son village, dans le sud-ouest du Tadjikistan. Le ruisseau provient d'une source naturelle et jusqu'à peu, il représentait le seul moyen d'obtenir de l'eau fraîche et potable pour les 500 habitants de Savda. Son accès est particulièrement difficile, surtout en hiver lorsque la neige et le gel recouvrent le chemin rocailleux qui y conduit. Il fallait alors compter en moyenne une demi-journée pour monter au ruisseau et redescendre au village, les bras chargés de lourds récipients remplis d'eau. Dès lors, les habitants ne résistaient parfois pas à la tentation de boire de l'eau stagnante, au village. L'année passée, Nigora est morte d'une hépatite, après avoir bu de l'eau infectée. Elle avait tout juste sept ans.

Récemment, les choses ont changé pour les habitants de cette communauté isolée. L'eau potable est désormais acheminée depuis le ruisseau jusqu'à un grand réservoir situé au coeur du village. Quatre pompes manuelles ont été installées pour desservir l'ensemble des foyers et assurer les besoins essentiels de la population.

"La vie est différente pour nous depuis que l'eau arrive directement au village", nous dit Amir, le directeur de l'école de Savda. "Avant les femmes et les enfants marchaient des heures pour aller chercher l'eau au ruisseau, c'était fatigant et dangereux, les quantités qu'ils pouvaient ramener étaient limitées. Il n'y avait jamais suffisamment de réserves, et parfois les gens utilisaient de l'eau qu'ils trouvaient plus près, mais qui n'était pas saine".

Dès lors, informer les villageois sur les risques liés à l'utilisation d'une eau impure est aussi important que de fournir de l'eau potable. Comme Amir l'explique: "dès que le système de distribution d'eau a été installé, nous avons travaillé avec des volontaires, pour expliquer aux gens et aux enfants comment utiliser l'eau et quelles sont les règles à observer pour éviter les infections. Cette année, personne n'est tombé malade dans le village."

Ce projet a été financé par ECHO et mis en oeuvre par l'Agence pour la coopération technique et le développement – ACTED. Ce sont les habitants qui ont installé les tuyaux et construit les installations dans le cadre d'un projet de "nourriture contre travail" mené par le Programme alimentaire mondial (PAM). Le réservoir d'eau installé à Savda est un don des autorités locales.

ECHO a concentré ses interventions dans la province de Khatlon, la plus touchée par la sécheresse. Dans cette province, plus de 3300 pompes manuelles permettent aujourd'hui d'approvisionner en eau potable près de 200.000 personnes.

Comme Nigora, trop d'enfants tadjiks sont victimes de maladies liées aux problèmes d'eau, leur résistance étant affaiblie par l'extrême pauvreté et le manque de nourriture adéquate dans un pays qui lutte pour se rétablir des conséquences de la sécheresse et de la guerre civile. ACTED et d'autres partenaires d'ECHO ont contribué à améliorer l'accès à l'eau potable pour des centaines de milliers de personnes au Tadjikistan.

LES VILLAGEOIS DEVANT LE NOUVEAU RÉSERVOIR D'EAU À SAVLA.



ECHO aide les victimes de la crise en Afrique australe

Sécheresse et maladie, une combinaison fatale

par Elizabeth Kiarie,
responsable de l'information à ECHO Nairobi

28

Zale vit dans la province des Midlands, au centre du Zimbabwe. Sa maison est située sur le versant sous le vent d'une colline rocailleuse, où le sol est pauvre et la pluviosité sporadique et aléatoire tout au long de l'année. Elle vit avec les membres de sa famille sur une parcelle d'un demi-hectare, où ils ont construit leur maison. De chez elle, elle peut contempler, sur fond de ciel bleu et dégagé, un magnifique paysage où le soleil fait ressortir les couleurs des pierres et de l'herbe. Même si cela a l'air idyllique, Zale préférerait de beaucoup voir des nuages noirs, chargés de pluie.

Cette année, le Zimbabwe subit ce que l'on appelle une "sécheresse verte". En d'autres termes, le volume des précipitations – environ 160 mm en 4 mois – a été tout juste suffisant pour verdifier la végétation, mais bien inférieur au volume nécessaire pour permettre aux cultures vivrières de parvenir à maturité. Les pluies ne suffisent pas non plus à réapprovisionner les rivières et les retenues d'eau, dont les niveaux baissent rapidement lorsque les températures de mi-journée peuvent atteindre jusqu'à 45°C. Et une fois la fin de cette saison "des pluies", le pays doit de nouveau attendre sept à huit mois avant de connaître de nouvelles pluies.

À côté de la chaumière de Zale se trouve un petit jardin dans lequel elle cultive quelques légumes. Mais l'année dernière et cette année encore, les récoltes ont péri sous l'effet de l'implacable sécheresse. Elle pratique l'agriculture de subsistance et n'a aucune autre source de revenu ou de nourriture. Près du jardin il y a un ancien poulailler qui a été transformé en enclos à chèvres. Les poules ont dû être transportées chez une parente lorsque Zale est tombée malade, elle ne pouvait plus s'en occuper. Il ne lui reste plus que quelques chèvres et, toujours à cause de la sécheresse, il n'y a pas grand chose pour les nourrir.

Zale est gravement malade. Elle a attrapé la tuberculose l'année dernière et maintenant, la maladie prélève son tribut. Elle a constamment des quintes de toux et des accès de fièvre et a perdu beaucoup de poids. Elle n'a pas d'appétit et souffre de faiblesse chronique. Elle dépend de l'aide de ses proches pour préparer les repas de ses trois enfants et pour les tâches ménagères. Au cours des quinze dernières années, l'incidence de la tuberculose (TB) au Zimbabwe a

progressé de plus de 750% et cette maladie est devenue la principale cause d'hospitalisation dans ce pays. 60 à 80% des cas de TB sont associés au VIH/SIDA. La situation de Zale, comme celle de beaucoup de patients souffrant de tuberculose, est aggravée par la pénurie alimentaire qui pèse sur le pays et par les sombres pronostics pour les prochaines récoltes. La pauvreté a fortement augmenté ces derniers temps, diminuant l'accès aux ressources. Dans le même temps, les fournitures d'aide alimentaire arrivant dans le pays sont largement inférieures aux besoins et il y a de bonnes raisons de craindre que le gouvernement ne sera pas en mesure de combler le déficit. La vulnérabilité des Zimbabweens s'est nettement aggravée au cours des quinze dernières années. L'aide humanitaire fournie par ECHO est donc vitale pour des personnes comme Zale. Celle-ci bénéficie actuellement d'un projet innovateur de fourniture d'aide alimentaire d'urgence, destiné à réduire la vulnérabilité des familles affectées par des maladies telles que le VIH/SIDA et la tuberculose. Zale reçoit tous les mois du maïs, des haricots, un mélange de céréales et de soja et de l'huile végétale. Elle bénéficie également de soins médicaux à travers un programme communautaire de réhabilitation mis en œuvre par un partenaire d'ECHO, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FICR) et la Croix-Rouge locale. Des médicaments pour le traitement de sa maladie sont disponibles au centre de santé local et des visites de soins à domicile permettent de suivre l'évolution de son état de santé.

Ce programme, financé par ECHO, a pour objectif de fournir des soins de santé et des produits alimentaires essentiels à environ 10.000 séropositifs à travers le Zimbabwe. Il vise à contribuer à la sécurité alimentaire des ménages affectés par le VIH, en fournissant des repas cuits aux orphelins et en renforçant le programme de soins à domicile de la Croix-Rouge.

Cette aide a changé la vie de Zale. "Je vais mieux grâce au soutien d'ECHO et de la Croix-Rouge", nous a-t-elle dit. "On m'aide à me rendre au centre de santé et on vient me voir régulièrement pour voir si mon état s'améliore". Isaya et son fils, qui souffre du sida, bénéficient



EN ATTENDANT LA PLUIE, ISAYA A CONSTRUIT SES PROPRES RETENUES D'EAU ET CANAUX POUR IRRIGUER SES CULTURES.

Paul Koulen, ECHO

également de ce projet. Isaya a déjà perdu un fils, victime du sida, et sa famille élargie inclut ses deux belles-filles et leurs enfants. Identifiée comme particulièrement vulnérable, cette famille reçoit des soins et de l'aide ainsi que de la nourriture.

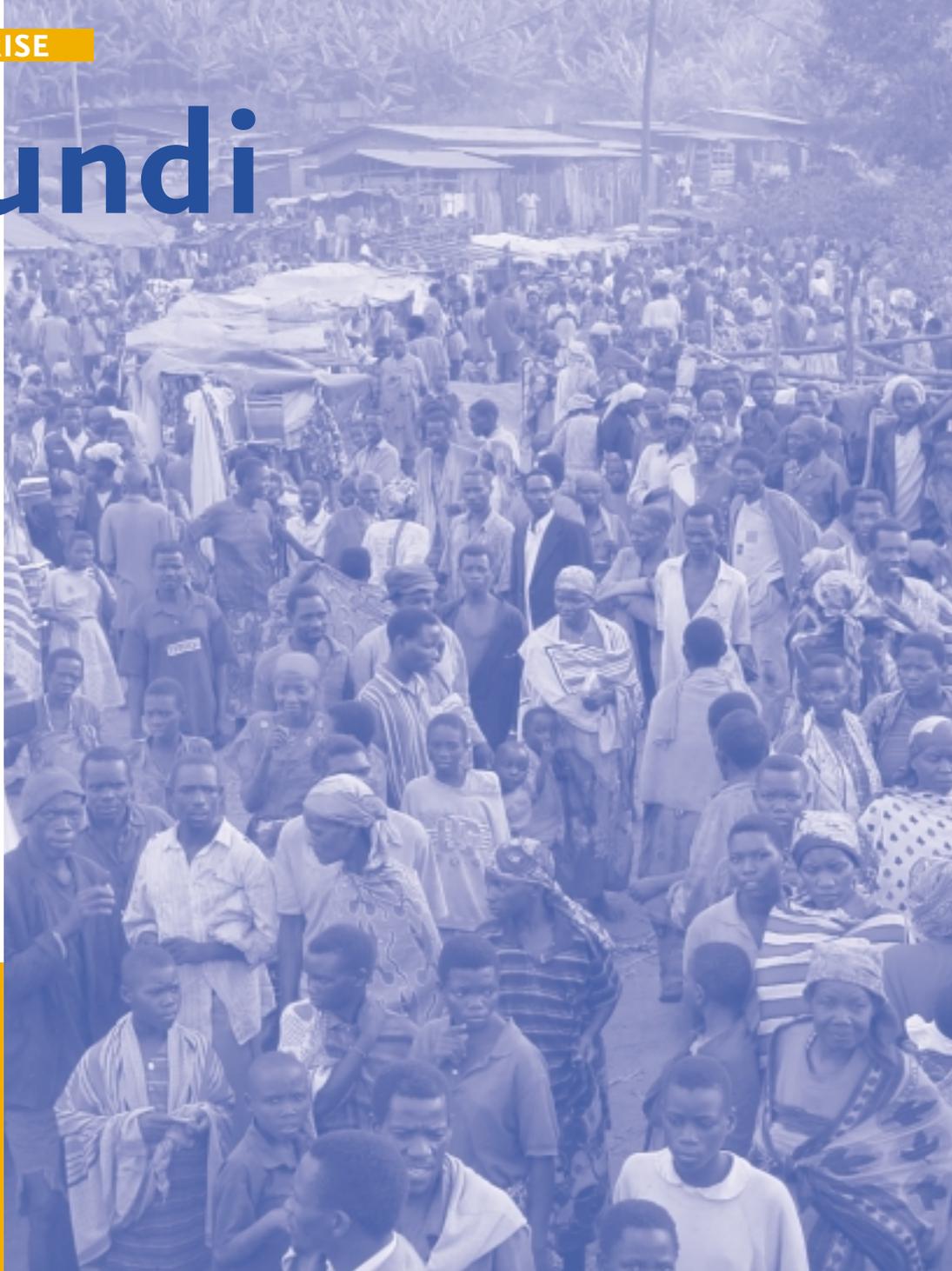
Isaya vit à Zvishavane dans la province de Masvingo. C'est un homme très ingénieux qui a commencé, il y a 40 ans, à construire des barrages de retenue pour recueillir l'eau de pluie et à aménager des canaux pour relier ces retenues à son jardin en creusant des tranchées dans la roche. L'eau est ainsi acheminée jusqu'à ses bananiers, ses manguiers et ses parcelles de maïs et de fourrage. Malheureusement, sous l'effet des températures élevées, l'eau des retenues s'évapore rapidement et actuellement,

il n'en reste pas assez pour irriguer ses cultures vivrières. La famille n'aura donc pas grand chose à récolter cette année. Sans l'aide alimentaire fournie par les agences humanitaires extérieures, leur avenir serait bien sombre.

Malgré les tragédies qui ont frappé Isaya, celui-ci nous a accueillis chaleureusement et nous a régales de nombreuses anecdotes sur sa vie. Il espère que la pluie ne tardera pas à tomber et remplira ses retenues d'eau, assurant ainsi suffisamment de nourriture aux membres survivants de sa famille. Un tel courage face à l'adversité est à la fois émouvant et réconfortant. Isaya mérite non seulement notre admiration, mais également la perspective d'un avenir meilleur.

Burundi

30



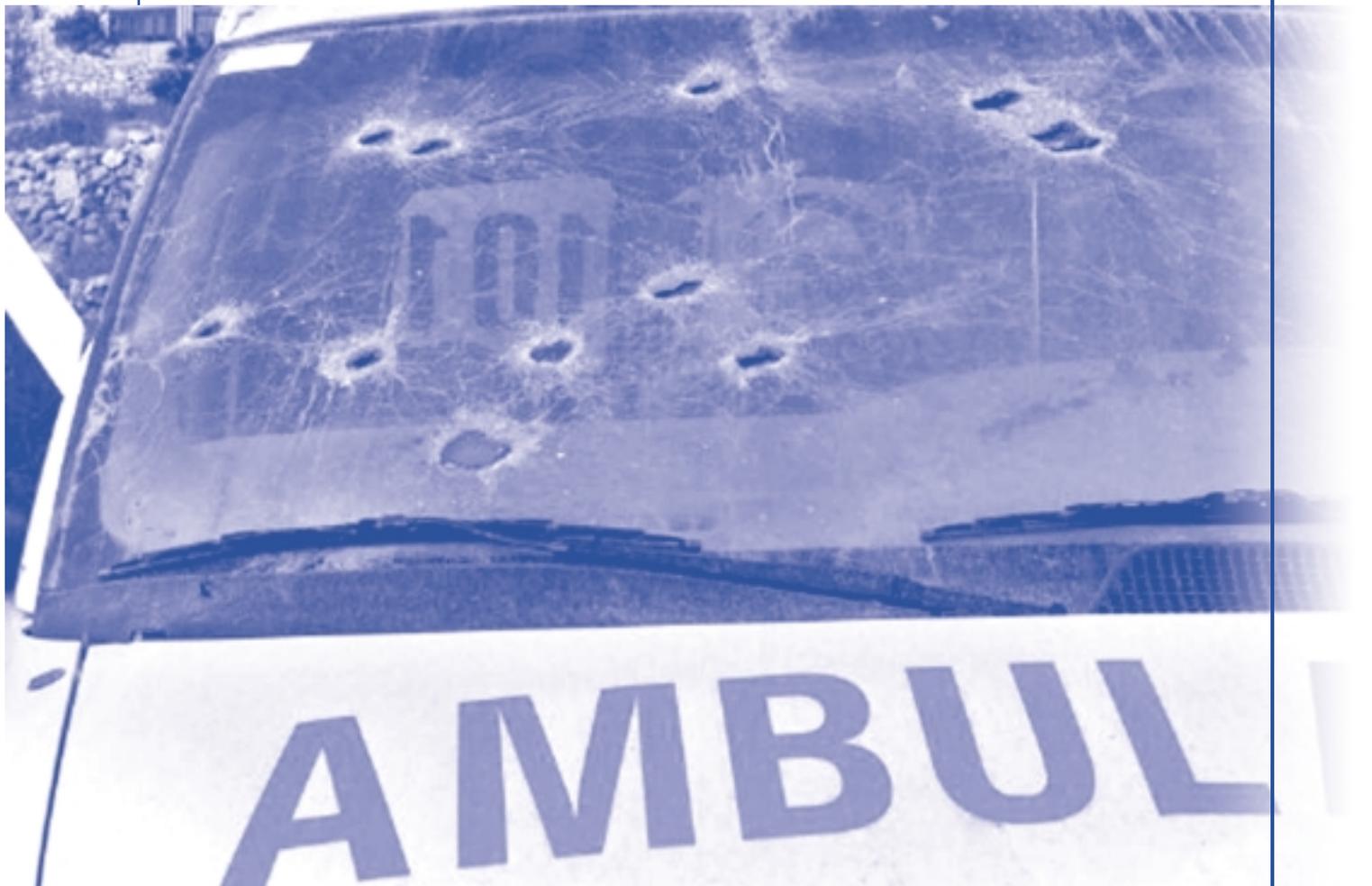
Yves Horent, ECHO

SCÈNE DU CAMP DE RUSHUBI QUI ACCUEILLE LES PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DU PAYS. L'UNION EUROPÉENNE EST, PAR L'INTERMÉDIAIRE D'ECHO, LE PRINCIPAL DONATEUR D'AIDE HUMANITAIRE AUX VICTIMES DE LA CRISE AU BURUNDI.

La longue guerre civile qui oppose depuis dix ans les groupes armés hutus et tutsis au Burundi a fait environ 300.000 morts. Au moins un demi million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du Burundi, tandis qu'un autre demi million a cherché refuge en Tanzanie. Les besoins en aide humanitaire sont énormes au sein de cette population vulnérable. En novembre 2001, la mise en place d'un gouvernement transitoire prévoyant la séparation du pouvoir entre Tutsis et Hutus, a suscité pendant un court moment l'espoir d'une

paix plus durable. Cependant, la violence a continué et le cessez-le-feu signé en décembre 2002 n'a pas mis un terme immédiat aux souffrances de la population. ECHO finance l'aide aux victimes de cette longue crise humanitaire par des programmes conséquents à l'intérieur du Burundi (17,5 millions € en 2002) et en faveur des camps situés dans l'Est de la Tanzanie (27 millions €) qui abritent quelque 450.000 Burundais ainsi que d'autres réfugiés originaires de divers points chauds de la région des Grands Lacs.

Territoires palestiniens



María Jose Pallares Paredes, ECHO

PARE-BRISSE D'UNE AMBULANCE CRIBLÉ DE BALLES À GAZA. LA VIOLENCE CONTINUELLE A PRÉLEVÉ UN LOURD TRIBUT, TANT EN VIES HUMAINES QU'EN PERTES MATÉRIELLES.

La situation humanitaire dans les territoires palestiniens ne s'est pas améliorée durant l'année 2002. Depuis le début de l'Intifada, en septembre 2000, l'économie n'a fait que s'effondrer. Bon nombre de Palestiniens qui travaillaient régulièrement en Israël ont perdu leur emploi à cause des restrictions de déplacements et des fermetures de frontières imposées par les autorités israéliennes. Le taux de chômage a doublé, atteignant 50% de la population, et les revenus des familles ont chuté dramatiquement. En conséquence, près de la moitié des trois millions de personnes vivant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza dépend maintenant de l'aide alimentaire fournie par les agences humanitaires. À Gaza, 85% de la population disposent de moins de 2 euros par jour pour vivre. Le système de santé a été sérieusement touché

car ni les patients ni les hôpitaux ne peuvent payer les médicaments et même l'accès aux traitements de base ne peut plus être assuré. Un quart des enfants souffre d'anémie et la rareté de l'eau potable a augmenté les risques de propagation des maladies hydriques. La violence continue a également prélevé un lourd tribut, tant en vies humaines qu'en pertes matérielles. Les problèmes psychologiques et les maladies liées au stress ont considérablement augmenté. L'enveloppe financière de 35 millions d'euros allouée par ECHO au Moyen Orient a visé principalement l'aide aux victimes les plus vulnérables de la crise dans les territoires palestiniens. Les activités financées ont englobé la fourniture de produits de première nécessité et d'eau potable, des actions de formation médicale et l'apport d'assistance psychosociale.

Afghanistan

32



UNHCR/N. Behring

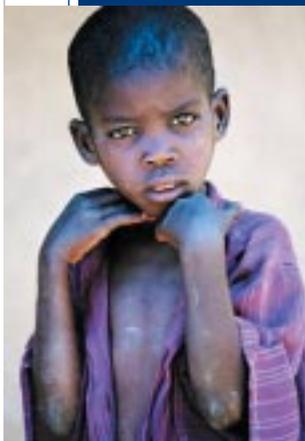
Après plus de 20 ans de conflits armés, les perspectives de paix et de stabilité en Afghanistan ont poussé un nombre considérable de réfugiés afghans à regagner leurs régions d'origine. On estime que deux millions de personnes ont pris le chemin du retour, beaucoup plus que le nombre prédit au début de 2002.

Cependant, même si l'avenir s'annonce meilleur pour le pays, les problèmes humanitaires restent gigantesques. L'héritage de la guerre, une grave sécheresse et des tremblements de terre font que les réfugiés revenant au pays, les

personnes déplacées et les populations résidentes ont toujours besoin d'aide pour couvrir leurs besoins essentiels.

ECHO a reconnu l'ampleur du défi à relever et a alloué plus de fonds pour l'Afghanistan que pour toute autre zone en crise (73 millions d'euros). Ces fonds ont été utilisés pour financer une vaste gamme d'activités, comprenant la construction d'abris pour les familles regagnant leurs régions et pour les victimes des tremblements de terre ainsi que la fourniture de produits alimentaires, de couvertures, de soins de santé et d'eau potable.

APRÈS AVOIR VÉGÉTÉ PENDANT DES ANNÉES DANS DES CONDITIONS MISÉRABLEMENT CANTONNEMENT SOVIÉTIQUE À KABOUL, CES AFGHANS, DÉPLACÉS À L'INTÉRIEUR DU PAYS, SE PRÉPARENT À REGAGNER LEURS TERRES DANS LA PLAINE DE SHOMALI.



FACE À DE NOUVEAUX BESOINS: CETTE JEUNE FILLE ZAMBIENNE, PRISE EN CHARGE PAR SA GRAND-MÈRE, DOIT FAIRE FACE À LA FAIM COMME DES MILLIONS D'AUTRES PERSONNES EN AFRIQUE AUSTRALE.

Photo de **Bo Mathisen**, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Editeur: **COSTANZA ADINOLFI**, Directeur, **ECHO**

Texte et coordination: **ECHO ECHO** Information et Communication

Conception, mise en page: **SEGNO ASSOCIATI**

A propos d'**ECHO** action humanitaire dans le monde

ECHO, l'Office d'aide humanitaire, est un service de la Commission européenne, placé sous la responsabilité directe du Commissaire Poul Nielson.

Depuis 1992, **ECHO** apporte son assistance à des millions de personnes victimes de catastrophes naturelles et de crises provoquées par l'homme. Ces aides sont directement mises à disposition des victimes de façon impartiale, c'est-à-dire indépendamment de leur race, de leur religion ou de leur appartenance politique. **ECHO** agit au travers de plus de 210 partenaires qui sont principalement des organisations ayant signé un accord cadre de partenariat avec la Commission européenne. Il s'agit, entre autres, des agences spécialisées des Nations unies, d'organisations de la Croix-Rouge et d'organisations non gouvernementales.

ECHO est l'un des plus importants bailleurs de fonds humanitaires dans le monde. En 2002, **ECHO** a fourni 538 millions €. Ce montant, ajouté à l'aide apportée directement par les 15 Etats membres, fait de l'Union européenne le premier donateur d'aide humanitaire dans le monde. Depuis sa création, l'Office a soutenu des projets dans plus de 100 pays. Les fonds sont utilisés pour porter secours en biens et services tels que nourriture, vêtements, abris, aide médicale, approvisionnement en eau, réparations urgentes et déminage. **ECHO** finance aussi la préparation préalable aux risques de catastrophes dans les régions vulnérables.

Office d'aide humanitaire (**ECHO**)
Commission Européenne,
B-1049 Bruxelles,
Belgique.
Tel. (+32 2) **295 44 00**
Fax (+32 2) **295 45 72**
e-Courriel: echo-info@cec.eu.int
Site Internet: http://europa.eu.int/comm/echo/index_en.html

Acronyms

ACTED	Agence pour la coopération technique et le développement
ARYM	l'ancienne République yougoslave de Macédoine
CARDS	Programme d'assistance de la Communauté à la reconstruction, au développement et à la stabilisation (Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilisation)
CCP	Contrat cadre de partenariat (entre ECHO et ses partenaires opérationnels)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DIPECHO	Le programme d'ECHO dans le domaine de la préparation et de la prévention de désastres
ECHO	Office d'aide humanitaire
FARC	Forces armées révolutionnaires de Colombie
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
HCR	Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies
HOLIS	Système d'information locale de l'Office d'aide humanitaire (Humanitarian Office Local Information System)
LRRD	Le lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (Linking Relief, Rehabilitation and Development)
MAG	Groupe de Conseil en Déminage (Mine Advisory Group)
NOHA	Réseau pour l'aide humanitaire
OCHA	Office pour la coopération en matière d'affaires humanitaires des Nations unies
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PNB	Produit national brut
RDC	République démocratique du Congo
RFY	République fédérale de Yougoslavie (désormais Serbie/Monténégro)
RPDC	République populaire démocratique de Corée
TIC	Technologie de l'information et de la communication
UE	Union européenne
UNICEF	Agence des Nations unies pour les droits de l'enfant (United Nations Children's Fund)
UNITA	Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola
UXO	Bombe non désamorcée (Unexploded Ordnance)